ISSN 0024-7650

M 6189 - 990 - 6,00 F
3796189006007 09900

Les bourgeois en croquent aux travailleurs de montrer les dents

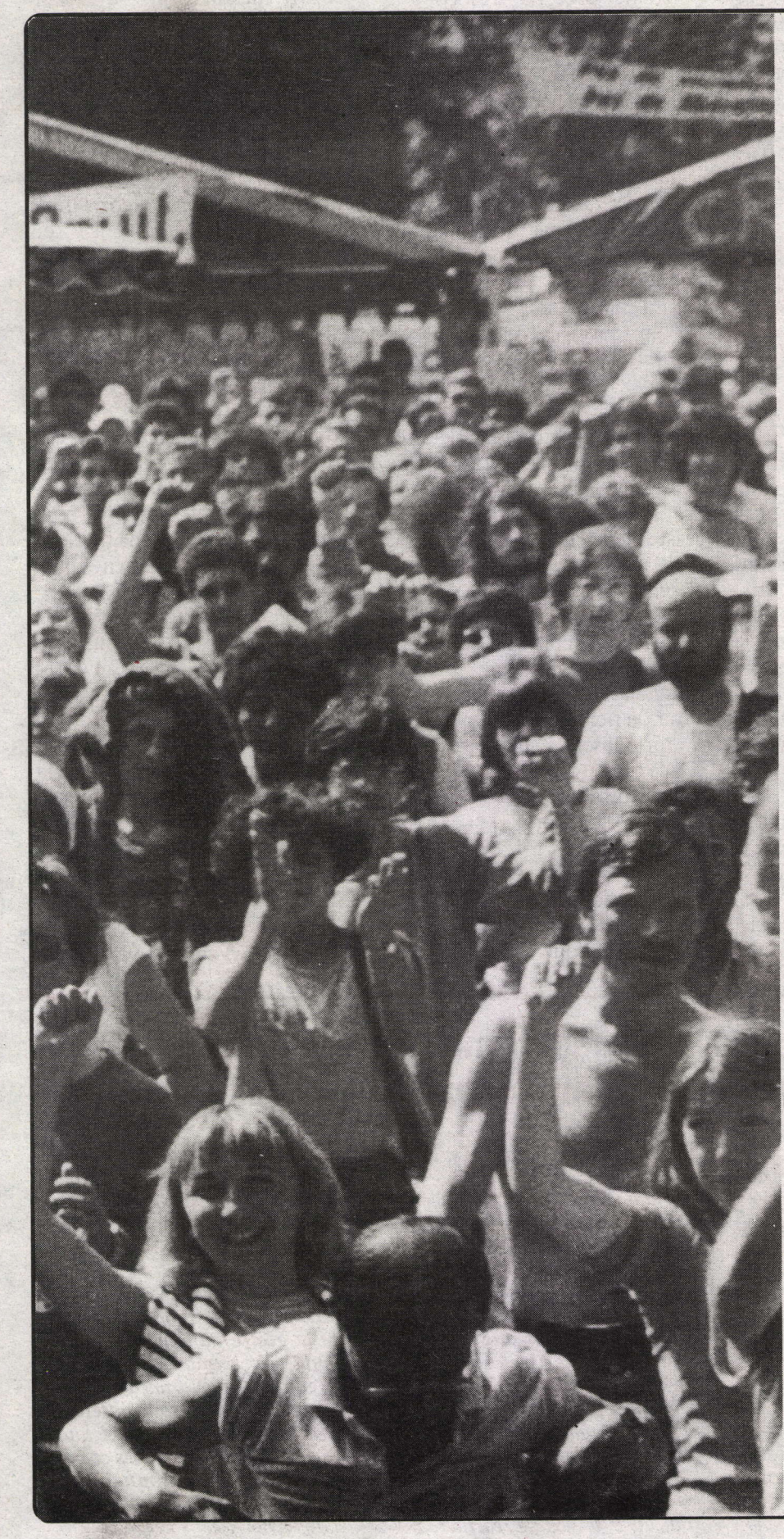
p. 3

lutte ouvrière

Lajoinie ou Juquin : quelle différence ?

p. 3

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 991 - 30 mai 1987 - prix : 6 F



le week-end prochain

6-7-8 juin

tous à la fête de Lutte Ouvrière

SOMMAIRE

International

Page 6
— Italie : Les enseignants dans la rue malgré les syndicats.
— Yougoslavie : Les syndicats veulent avoir les mains libres pour freiner les travailleurs
— Tunisie : Quelques libérations pour cacher la répression.

Intérieur

Page 5
— Assises du RPR : silence dans les rangs !
— Les vastes plans de Monory pour amadouer les enseignants.

Page 11
— Quand le Parti Socialiste mobilise pour la "Sécu"
— Projet de poubelle nucléaire dans les Deux-Sèvres.

Page 13
— SNCF : La réunion des "Assises unitaires de la base"
— La mort de Viviane Borderie : on attend toujours l'inculpation des contrôleurs SNCF.
— Château-Thierry : la protestation des usagers de la SNCF continue

Fête de Lutte Ouvrière

Page 7 à 10
— Plan et programme

Loisirs et Culture

Page 14
— Télé-sports : Roland-Garros, avantage... au fric.
— Film : *Radio days* de Woody Allen.

Page 15
— Film : *Gauguin, le loup dans le soleil.*
— Livre : *Journal d'une fille de Harlem.*

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires. Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission Paritaire des Publications n° 64995

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

INTERNATIONAL

ILES FIDJI – NOUVELLE-CALÉDONIE

Pons vante les mérites du colonialisme à la française

Le 14 mai dernier, l'armée des Iles Fidji renversait le gouvernement élu depuis seulement un mois. Un coup d'Etat d'opérette, fait sans effusion de sang par un petit commando d'hommes dirigé par un lieutenant-colonel à l'autre bout du monde, dans un archipel du Pacifique, formé de 320 petites îles. Un coup d'Etat qui semble d'ailleurs devoir se terminer par un compromis que la Grande-Bretagne est en train d'imposer entre l'ancien et le nouveau pouvoir.

Mais le gouvernement australien s'en est inquiété. Le gouvernement britannique aussi, qui exerce encore sa tutelle sur cette ancienne colonie de la Couronne. Et cela a donné l'occasion au ministre français des DOM-TOM de vanter les mérites du colonialisme à la française : pour lui aussi, ce coup d'Etat risquait de *"provoquer des phénomènes de tension dans la région"* ; alors que la présence française en Nouvelle-Calédonie serait, aux dires du ministre, *"un élément de détente qui permet d'assurer le développement de la démocratie dans cette région et d'éviter que certains totalitarismes s'installent"*.

Edifiant défenseur de la démocratie que ce ministre des colonies françaises, dont les gendarmes et les militaires quadrillent actuellement la Nouvelle-Calédonie, à raison d'un homme armé pour dix Kanaks ! En réalité, les Iles Fidji, ancienne colonie britannique, et la Nouvelle-Calédonie, encore colonie française, proches de 1 500 km l'une de l'autre, se valent malheureusement en matière de *"démocratie"*.

Car même si la politique des deux puissances européennes n'a pas été la même dans leurs colonies respectives, même si l'une, la Grande-Bretagne, a su accorder à temps aux Iles Fidji leur indépendance (dans le cadre du Commonwealth), les séquelles laissées par le colonialisme britannique dans les Fidji indépendantes sont peut-être tout aussi explosives que l'actuel statut de la colonie française.

Aux Iles Fidji, les colons britanniques avaient fait venir d'Inde leur main-d'œuvre pour les plantations de canne à sucre, alors que les autorités coloniales s'appuyaient sur les chefs tribaux mélanésiens traditionnels des îles.

Les Mélanésiens des Fidji sont devenus minoritaires : 300 000 pour 347 000 habitants d'origine indienne. Mais le système électoral très compliqué mis en place par le colonialisme anglais lors de l'indépendance, en 1970, favorisait les votes de la communauté mélanésienne, et avait ainsi assuré, depuis, le pouvoir aux conservateurs du Parti de l'Alliance, lié aux chefs traditionnels. Quant à l'armée fidjienne, elle est pratiquement 100 % mélanésienne.

La canne à sucre reste encore la principale ressource de l'archipel (80 % de ses exportations) et la législation interdit toujours aux Fidjiens d'origine indienne d'être propriétaires des terres qu'ils cultivent : ils doivent les louer soit à l'unique compagnie sucrière (à capitaux essentiellement australiens), soit aux propriétaires mélanésiens.

Ce qui n'a par contre pas empêché la constitution d'une bourgeoisie indienne formée d'avocats, d'architectes et surtout de riches commerçants qui monopolisent l'import-export. Et ce fut la victoire, pour la première fois depuis 1970, du Parti Travailliste, le principal parti lié à la bourgeoisie d'origine indienne, aux élections du 11 avril dernier qui a suscité le putsch de l'armée.

Il est vrai que dans cette guérre singulière entre les représentants des notables des deux communautés, aucun des deux protagonistes n'était plus gênant que l'autre pour les tuteurs des Iles, capitalistes britanniques et australiens. Mais si les gouvernements de Grande-Bretagne, d'Australie et de Nouvelle-Zélande avaient manifesté leur inquiétude, et se sont empressés d'imposer un compromis, c'est probablement qu'ils pouvaient craindre bien autre chose. Car au-delà des couches supérieures rivales des deux communautés, il y a aux Iles Fidji, des milliers et des milliers de pauvres, l'immense majorité de la population, aussi bien mélanésienne qu'asiatique, que toute instabilité du régime, tout affaiblissement des couches dominantes pourraient conduire à intervenir sur la scène politique.

Alors, aux gouvernements australien et néo-zélandais qui avaient récemment condamné la politique française en Nouvelle-Calédonie, Bernard Pons profitait de l'occasion pour leur donner cet avertissement, qu'il était peut-être encore mieux pour les possédants de la région d'avoir, contre les pauvres, la protection des baïonnettes françaises que celles d'une armée indigène fidjienne, plus facilement acceptable par la population peut-être, mais infiniment moins fiable.

Mais l'avertissement aux possédants pourrait aussi servir de conseil aux opprimés et, en premier lieu, aux Kanaks de Nouvelle-Calédonie révoltés par le colonialisme français : la crainte des possédants de la région et des puissances tutélaires d'Europe prouve bien que la révolte d'un peuple, aussi petit soit-il, pourrait bien, s'il rompait avec le nationalisme pour brandir le drapeau de la guerre de classe, trouver écho chez les opprimés de toute la région.

Annick JALERIAN

Le gouvernement français interdit de manifester contre la guerre Iran-Irak

Le gouvernement français, qui assure à ses marchands d'armes de plantureux profits grâce à la guerre Iran-Irak, a interdit à plusieurs reprises des manifestations contre cette guerre. Le *Comité de coordination contre la guerre irano-irakienne* proteste contre cette interdiction dans un communiqué que nous publions ci-dessous :

"Le Comité de coordination pour la manifestation contre la guerre irano-irakienne, qui avait appelé à une manifestation le 17 mai, déclare que, malgré le soutien et la solidarité de nombreuses organisations iraniennes et étrangères, cette manifestation n'a pas eu lieu parce qu'elle a été interdite par la police.

Une nouvelle demande pour organiser la manifestation le 23 mai a aussi été rejetée.

Cela démontre une nouvelle fois la fausseté des déclarations du gouvernement français sur "la liberté et la démocratie".

A notre avis, cette manifestation ne risquait pas de "troubler l'ordre public" comme le prétend la police, mais plutôt de troubler :
— Les tractations pour normaliser les relations entre le gouvernement français et le régime réactionnaire et sanguinaire d'Iran.
— La poursuite des ventes clandestines d'armes à l'Iran.
— Les larges relations économiques, militaires, politiques, etc., du gouvernement français avec le régime dictatorial d'Irak.

Le Comité de coordination contre la guerre irano-irakienne condamne cet acte antidémocratique du gouvernement français et continuera ses activités sous différentes formes. Nous demandons à toutes les personnalités, groupes et organisations révolutionnaires et démocrates de nous aider dans cette tâche."

Les bourgeois en croquent, aux travailleurs de montrer les dents !

Cela fait des années que les patrons, et que tous les gouvernants, ceux de gauche comme ceux de droite, nous parlent des difficultés des entreprises, de sacrifices nécessaires. Mais il suffit qu'un homme public, un ministre en l'occurence, voit sa fortune personnelle écornée par la faillite d'un joaillier de la place Vendôme, pour que se soulève un coin du voile, et que l'on aperçoive comment les bourgeois se débrouillent pour mettre une partie de leur fortune à l'abri des regards indiscrets, voire des contrôles du fisc.

Pour les diamants et autres bijoux que Chalandon, l'ancien PdG de la Banque Commerciale de Paris, ancien PdG d'Elf-Erap, devenu ministre de la justice, et sa princesse d'épouse avaient confiés au bijoutier en question, ils avaient reçu pendant plus d'un an, en guise d'acomptes, une coquette rente d'environ 500 000 F par mois : plus de 120 fois le montant du SMIC ! Jusqu'à ce que le joaillier indélicat soit en cessation de paiement en décembre dernier. Et les créanciers du joaillier, dont Chalandon est loin d'être l'un des plus riches, ne tiennent visiblement pas outre mesure à traîner leur débiteur en justice. Ils n'ont pas envie d'avoir à étaler sur la place publique le montant exact des sommes qu'ils avaient transformées en diamants. Ils ne sont pas à quelques millions près.

Cette fois, c'est donc de leur fortune privée que l'on entend un peu parler, de l'argent qu'ils mettent de côté pour leurs besoins personnels ou qu'ils transforment en pierres pour attendre des jours meilleurs, et pas seulement des profits globaux des entreprises. Mais justement l'un vient de l'autre : leurs fortunes privées viennent des profits qu'ils réalisent sur le travail des ouvriers des entreprises dont ils sont actionnaires ou directeurs.

Ils continuent à nous répéter qu'il faut accepter de se serrer la ceinture ; qu'il faut accepter les bas salaires et le chômage pour sauver l'économie, eux dont le seul souci est de sauver leurs économies personnelles de la faillite dans laquelle ils entraînent la société tout entière. Parce que c'est justement en bloquant les salaires, c'est-à-dire en abaissant le pouvoir d'achat des travailleurs, en diminuant les protections sociales qu'ils accroissent leurs profits. Des profits qu'ils s'empressent de retirer de la production.

Les bourgeois assurent leurs revenus et leur luxe par toutes sortes de placements. Pour les travailleurs la seule assurance de vivre, sinon décemment, du moins pas plus mal qu'avant, c'est le pouvoir d'achat de leur salaire. Alors il est indispensable de le défendre. Pour ceux qui sont au bas de l'échelle, mais aussi pour ceux que l'on voudrait faire passer pour des privilégiés sous prétexte qu'ils auraient une meilleure paye ou la stabilité (peut-être provisoire seulement) d'un emploi de fonctionnaire.

Toute la classe ouvrière, toutes ses catégories sont attaquées indistinctement. La bourgeoisie a déjà pris une sacrée avance. Elle a utilisé la position de force que lui donne le chômage. Elle a bénéficié des services du gouvernement de gauche qui a politiquement ligoté la classe ouvrière, avant que le gouvernement de droite achève de lui vider les poches. Elle a réussi à diminuer déjà le pouvoir d'achat des travailleurs dans des proportions importantes.

Cette situation peut être retournée. Le rapport de force peut être changé. Mais il faut que les travailleurs retrouvent confiance en leurs forces, qu'ils veuillent se défendre, collectivement, par delà les catégories, les secteurs. Cela devient urgent.

Comme il est urgent que la classe ouvrière devienne consciente de ses formidables possibilités sur le terrain politique.

Les travailleurs doivent peser sur la vie politique par leurs moyens de classe. Car les menaces qui planent sur la classe ouvrière ne concernent pas seulement le pouvoir d'achat. Le Pen n'est pour l'instant encore qu'un danger électoral pour Chirac, plus qu'un danger physique immédiat pour les travailleurs. Et les défilés de ses fidèles au pied de la statue de Jeanne d'Arc apparaissent pour ce qu'ils sont, des processions ridicules de nostalgiques du passé, dès lors que les travailleurs descendent dans la rue. Mais sa démagogie raciste est lourde de dangers pour la classe ouvrière si celle-ci se laissait diviser. Le Pen ou l'un de ses semblables pourrait réussir à recruter, même dans les couches les plus pauvres, parmi les plus désespérés, des troupes de nervis pour faire le coup de poing contre les grévistes, ou le coup de feu contre les militants, si la crise et le chômage s'aggravaient encore, si la classe ouvrière ne réussissait pas à imposer, elle, ses propres solutions à la crise.

Il est dérisoire de voir aujourd'hui se poser en rempart contre la progression des idées d'extrême-droite ces politiciens de gauche qui, pendant cinq ans au gouvernement, ont laissé croître le chômage, s'engraisser les profiteurs, et grâce à cela, sortir Le Pen de sa tanière. Comme il est dérisoire de voir se poser en libéraux, des ministres de droite sous prétexte qu'ils rechigneraient à s'allier avec l'extrême-droite, mais n'hésitent pas à gouverner avec ceux qui reprennent les idées de Le Pen dans l'espoir de récupérer son électorat.

Alors ce n'est pas seulement sur le terrain revendicatif, mais aussi directement sur le terrain politique, que les travailleurs doivent intervenir.

Oh, pas au travers des élections ! Sur ce terrain on a déjà donné, été trompés, trahis. Merci ! Mais en utilisant leur force, leur place dans l'économie et leur nombre pour imposer leur loi.

Arlette LAGUILLER

PEUT-ETRE DEUX CANDIDATS DU PC MAIS POUR UNE SEULE POLITIQUE

Après la désignation de Lajoinie comme candidat du PCF à l'élection présidentielle, le Collectif de Coordination des Rénovateurs Communistes (COCORECO) a critiqué ce choix. Ce qui ne constitue pas une surprise. Mais on ne sait pas pour autant si, comme ce Collectif l'avait laissé entendre quelques jours avant la réunion du Comité Central du PCF, il se décidera à présenter son propre candidat.

Par contre, Pierre Mauroy, l'ex-premier ministre socialiste, se serait, d'après *l'Humanité*, empressé de dire que la présentation d'un candidat rénovateur *"serait un plus pour la gauche"*.

A qui le candidat rénovateur prendrait-il des voix ? Au candidat communiste officiel, au candidat socialiste en récupérant une partie des anciens électeurs communistes qui votent pour le PS ? Ou à ceux qui, écœurés par le PC comme par le PS, se sont abstenus ? Mauroy ne le sait pas plus que les autres. Mais le Parti Socialiste évidemment peut à bon compte se montrer large d'esprit et se faire passer pour démocrate, en se disant partisan de candidatures de tous les courants de gauche. Et surtout il a avantage à encourager tout ce qui peut enfoncer une épine dans le pied du Parti Communiste, et peut contribuer à l'affaiblir encore plus électoralement.

Ça c'est du côté des calculs politiciens. Mais du côté des travailleurs ? Qu'il y ait un ou plusieurs candidats se réclamant du PC, aucun n'a de toute façon de chance d'être élu. Il ne s'agit que de candidats de témoignage. Mais de toute façon les élections ne peuvent servir qu'à exprimer des positions politiques.

Ceci dit, est-ce que le fait de voter pour Juquin plutôt que pour Lajoinie pourrait témoigner de quelque chose de tellement différent ? En un sens oui, car ce vote exprimerait l'existence d'un pôle de contestation au sein de l'électorat communiste. Mais sur quelles bases ?

Parmi les gens qui contestent l'actuelle direction dans les rangs du PC ou autour, il en est certainement qui critiquent la politique passée du PC sur la gauche : ceux qui n'ont pas avalé l'union de la gauche et la politique de droite qu'elle a menée au gouvernement. Il en est qui n'ont tout simplement pas digéré les zig-zags répétés et imprévisibles de la direction. Mais un grand nombre reproche surtout au Parti Communiste d'avoir quitté le gouvernement socialiste.

Il s'agit donc de points de vue différents, voire opposés, les uns rejetant ce que les autres regrettent.

Mais Juquin, lui, était totalement associé à la politique de la direction du PC -dont il était le porte-parole- à ses retournements. Tout autant que Lajoinie. Et quand il a commencé à se poser en contestataire, ce n'est pas sur la gauche du PC, pas au nom d'une politique plus favorable à la classe ouvrière ; mais au nom d'une critique de la rupture d'avec le gouvernement socialiste.

Une candidature Juquin, si ce dernier se décidait à être candidat, permettrait sans doute à la contestation dans l'électorat communiste de s'exprimer, mais ne permettrait pas de faire la différence entre ceux qui ont contesté l'alignement du PC derrière un gouvernement socialiste et sa politique anti-ouvrière, et ceux qui ont déploré la fin de cet alignement.

Mais au-delà de cet aspect des choses, si l'on en juge par ce que ceux qui se posent en dirigeants du courant rénovateur ont dit jusque-là, on ne peut guère trouver de différence politique essentielle entre eux et la direction du PCF en place. Marchais ou Lajoinie, comme Juquin, voudraient que le PCF revienne au gouvernement, et ils n'envisagent pas de le faire autrement que par la voie électorale, ni autrement que par le moyen d'une alliance avec d'autres partis parlementaires, et en particulier avec le Parti Socialiste.

Alors deux candidats se réclamant du Parti Communiste aux prochaines élections ? On verra bien ; et ce n'est certainement pas un mal que l'électorat du Parti Communiste ait un choix, donc une possibilité d'expression plus large. Mais aucun des deux protagonistes ne représentera dans ces élections les idées communistes, une politique véritablement communiste.

Louis Guilbert.

ASSISES DU RPR

Silence dans les rangs

Les "godillots" du RPR ont boudé les Assises nationales de leur parti les 23 et 24 mai à Paris : le samedi, ils étaient 3 000, et il a certainement fallu que les organisateurs battent le rappel, arrachent les provinciaux aux grands magasins et tout le monde aux gradins de Roland-Garros pour avoir, malgré le beau soleil attirant du dehors, 30 000 personnes le dimanche...

Mais enfin, ils ont fini par venir, même si c'était moins nombreux que d'habitude à ce genre de manifestation. Et Pasqua a enfin pu lancer *"Nous sommes en ordre de bataille"*, l'œil fixé sur l'horizon de 1988, puisqu'il s'agissait tout de même du lancement officieux de la campagne présidentielle du RPR...

Ordre de bataille, cela veut dire silence dans les rangs. Il faut bien dire que c'était mal parti une semaine seulement avant les Assises, avec les remous provoqués par Michel Noir. Désormais, plus question de prononcer, comme l'avait fait Noir, les mots défendus de "défaite" ou de Le Pen. *"Ayons un moral de vainqueurs"*, a lancé Juppé tandis que Pasqua en appelait au *"refus de ce qui paraît inéluctable"*. Quant à Le Pen, Chirac a réussi à ne pas prononcer son nom pendant deux jours. Et s'il a dénoncé *"la démagogie de certains discours politiques qui s'adressent aux pulsions et non à la raison"*, ça a été pour immédiatement mettre en parallèle *"le sectarisme, l'intolérance triomphante"* d'*"hier"*, Chirac n'a pas envie de critiquer le Front National, dont les électeurs seront nécessaires au candidat de droite au second tour des présidentielles. Il préfère s'en prendre au Parti Socialiste. Le lendemain, à l'émission "Face au public" de *France-Inter*, Chirac a d'ailleurs immédiatement évacué la question du Front National pour s'en prendre à nouveau aux socialistes, responsables selon lui de l'existence parlementaire de l'extrême-droite.

Alors, le ton est donné... Les socialistes reprochent à Chirac d'être ambigu à l'égard du Front National, et Chirac reproche aux socialistes l'existence même du Front National. La démagogie de Le Pen n'est pour les politiciens qu'un des thèmes de leur affrontement électoral, puisqu'il faut bien qu'ils en trouvent pour se différencier.

Tous ces politiciens sont responsables de l'audience actuelle du Front National. Les socialistes, grâce à la politique desquels Le Pen a vu ses scores passer de rien du tout à 10%, et la droite dont le gouvernement ne diminue en rien l'influence de l'extrême-droite, mais, bien au contraire, en reprend la démagogie.

C'est à qui, des gouvernements socialistes ou de droite, donnera le plus satisfaction à la rapacité des bourgeois, refusant délibérément de s'en prendre aux conséquences sociales de la crise. Et c'est sur ce terrain de la crise économique et du chômage que la démagogie électorale d'un Le Pen a pu prendre racine.

La seule solution face à cette menace de développement des idées de l'extrême-droite et du danger raciste serait que la classe ouvrière se détourne des politiciens qui s'expriment en son nom et se batte pour son propre compte, sur son terrain, celui des usines. Le seul qui peut mettre un frein à la rapacité des bourgeois et à ses conséquences sociales.

Jean-Jacques FRANQUIER

Les vastes plans de Monory pour amadouer les enseignants

Dans une interview au *Monde* du 27 mai, le ministre de l'Education nationale, René Monory, se dit parfaitement conscient que *"l'éducation a toujours été l'enjeu de luttes politiques"*.

Pour gagner la partie auprès des enseignants, bien connus pour être parmi les principaux soutiens du Parti Socialiste (l'arrivée de la gauche au gouvernement avait été saluée comme l'avènement de la République des professeurs), Monory n'est point avare de bonnes paroles. Il faut dire qu'il a pas mal à se faire pardonner depuis qu'il est au gouvernement.

Il affirme que l'éducation doit devenir une priorité pour *"développer notre formidable capital de matière grise"*. Il faudra donc construire des lycées, et augmenter le nombre de professeurs. Monory précise même : *"Il n'y aura pas de bon recrutement des enseignants si l'on ne valorise pas leur situation morale mais aussi matérielle. En regard de leurs responsabilités pour l'avenir de la nation, les professeurs ne sont pas assez payés. Il faut mettre progressivement leur traitement à égalité avec les rémunérations qu'ils pourraient trouver dans l'entreprise"*. Et on ne parle plus de les faire travailler plus en contrepartie, le ministre s'en est défendu : *"Je ne veux pas faire un marché avec les enseignants mais amener l'opinion publique à considérer que l'enseignement est un métier noble et qu'il doit être revalorisé"*.

Décidément Monory veut caresser les enseignants dans le sens du poil. Non seulement il ne tarit pas d'éloges mais il promet de bons salaires, des locaux en suffisance, pas de charge de travail supplémentaire. Ca va coûter de l'argent? Certes! mais comme l'a si bien dit le ministre sur *Europe N°1*, on en a bien trouvé pour la Défense, si l'Education est une priorité on en trouvera aussi. On se demande même ce qui a bien pu empêcher Monory de réaliser son beau programme depuis plus d'un an qu'il est ministre!

C'est qu'il faut ménager ses effets. Monory a mis sur pied un groupe de travail qui ne rendra son rapport que le 15 octobre prochain. Il élaborera ensuite un plan pour la fin de l'année : quelques mois avant les présidentielles, c'est le bon moment pour sortir un *"plan qui risque de surprendre par son ampleur"*, un plan *"sur 5 ou 6 ans"* qui, évidemment, ne pourra avoir un commencement de réalisation que si les électeurs donnent le temps à Monory et à ses compères.... CQFD.

Dominique CHABLIS

Drôles de pèlerins

Il y a quelques semaines déjà, le candidat Raymond Barre s'était fait photographier à Jérusalem devant le Mur des Lamentations, une calotte sur la tête et recouvert du bric-à-brac rituel de prière propre à la religion juive.

Ce dimanche, c'est Jean-Bernard Raymond, le ministre des Affaires étrangères, qui part pour Jérusalem, tandis que le ministre du Tourisme, Jean-Jacques Descamps, préfère la période estivale, en juillet, et que le ministre de la Santé, Michèle Barzach, ainsi que le ministre des PTT, Gérard Longuet, partiront avec les feuilles mortes.

Si ces gens-là avaient voulu marquer plus nettement leur éloignement des relents racistes qui flottent autour de l'extrême-droite, quitte à aller en pélerinage, ils auraient pu choisir avec plus de profit sans doute, La Mecque. Et en se regroupant sur la même période, il eût même été possible de faire un "charter'.

Mais, vu les convictions religieuses de l'électorat français, et l'absence de droit de vote pour les travailleurs immigrés, l'ordre des pélerinages c'est Rome d'abord bien sûr, Jérusalem éventuellement bien plus que La Mecque, pour tous ceux dont la religion est surtout "l'an prochain à l'Elysée".

Dans les rues de Paris, à défaut d'avancer, avancez la monnaie

Plusieurs élus UDF du Conseil de Paris ont trouvé, disent-ils, une solution pour améliorer les problèmes de circulation dans la capitale, voire même d'en finir avec les embouteillages. Tout est lié, expliquent-ils, au problème du stationnement et c'est donc là-dessus que portent leurs propositions. Rien de changé, bien sûr, quant au nombre de places disponibles, la solution consiste tout simplement à généraliser les places... payantes.

Ainsi les tarifs seraient modulés en fonction du type de stationnement (et il n'y aurait plus de places gratuites réservées pour les livraisons), du mois, du jour, de l'heure et des quartiers. Les places les plus chères se situeraient dans les dix premiers arrondissements, c'est-à-dire là même où aujourd'hui les tarifs sont rarement en dessous de cinq francs l'heure... et où la circulation est d'ailleurs loin d'être fluide.

Bref, la seule chose sûre, c'est que ces grands penseurs ont surtout trouvé le moyen de racketter encore plus fortement tous les automobilistes de la capitale, car c'est rarement pour son plaisir qu'on prend sa voiture dans les embouteillages parisiens.

Les Barbie qu'on montre du doigt et ceux qu'on cache

Des lycéens lyonnais se rendent à la cour d'assises en travaux pratiques, pour noter les déclarations des victimes de Barbie, avant de livrer leurs impressions à la télé. La journaliste socialiste Anne Sinclair et le ministre RPR Claude Malhuret, chargé des Droits de l'homme, tombent d'accord pour louer une enseignante de l'Est qui a affrêté un car pour faire visiter à sa classe les lieux où a sévi, il y a près de cinquante ans, le policier.

Toute cette mise en scène a quelque chose de dérisoire. Car, que veut-on leur démontrer à ces jeunes ? Qu'il ne faut rien oublier afin d'empêcher que se reproduisent pareilles horreurs, nous dit-on. Afin qu'il n'y ait "plus jamais ça" comme l'ont déclaré plusieurs témoins et comme l'ont répété à qui mieux-mieux les journalistes et tous ceux qui à un titre ou à un autre se gargarisent de ce procès.

Plus jamais ça ? Mais, des criminels d'Etat, des tortionnaires en service plus ou moins commandé qui échappent au châtiment, c'est à chaque fois comme ça ! Ce n'est pas une fois, lors de l'effondrement du régime nazi, que des Barbie petits et gros ont pu passer entre les mailles du filet. C'est dans toutes les situations de ce genre.

Car s'il est une règle que ne transige jamais la bourgeoisie, c'est bien celle de ne pas mettre en cause son appareil d'Etat, et au contraire de garder au chaud les tortionnaires qui ont fait leurs preuves.

Les Barbie de l'armée française qui ont fait un million de morts en Algérie, qui y ont fait ou ordonné les tortures, ont été décorés, et commandent toujours, ou sont dans les cadres de réserve, selon leur âge, dans l'armée française.

Comme n'existent plus les crimes des généraux et des policiers espagnols franquistes restés en place, sans avoir été inquiétés, après la mort du dictateur. Et comme les officiers argentins qui se sont mutinés pour qu'on efface leurs crimes, n'auront bientôt, eux non plus, jamais torturé. Et ce ne sont pas là des faits vieux de plus de quarante ans. Les assassinats d'opposants argentins, c'était il y a quarante mois. Et ceux commis par les officiers haïtiens à la botte du dictateur Duvalier sont aussi tout récents. Aujourd'hui Duvalier est parti mais ses généraux sont restés au pouvoir. Et Duvalier se la coule douce sur la Côte d'Azur, sans qu'on le montre du doigt aux enfants des écoles, car il est l'hôte du gouvernement français.

Voilà ce qu'on pourrait dire aux jeunes s'il était vraiment question d'instruction civique.

BIJOUX

Quand Chalandon ...en croquait

Chalandon n'a pas de chance. Surtout depuis que le *Canard Enchaîné* a levé un nouveau lièvre à propos de la faillite de la bijouterie Chaumet.

Le bijoutier versait en effet au garde des Sceaux — un ami —, en 1985-1986, un chèque de 500 000 francs chaque mois. En tout, 6 millions de francs, Chalandon lui ayant confié pour qu'il les vende, bijoux de famille et pierres précieuses, le joaillier lui offrait ainsi une série d'"avances sur recettes", bien commodes pour arrondir les fins de mois !

Mais depuis janvier 1987, c'est terminé : pour cause de trou dans la caisse, Chaumet ne paie plus.

Combien ce marchand de "cailloux" doit-il encore à Chalandon ? Top secret ! Sur le sujet, le garde des Sceaux garde... le silence. D'autant que placer sa fortune en diamants, sans autre garantie que la "confiance" orale en son "ami" de la place Vendôme avait l'avantage justement de la discrétion.

Mais si l'on en croit le *Canard*, sa fortune ne serait pas mince étant donné l'avoir fiscal dont il bénéficie (il n'a payé que 20 % d'impôts sur ses revenus imposables en 1984 et 1985).

Et Chalandon n'est pas seul à vivre ce véritable "drame de l'Epargne", comme dit le *Canard*. On apprend même qu'il ne serait en fait qu'un "petit" créancier de Chaumet, parmi des dizaines de moyens et de bien plus gros poissons.

Il est vrai que, même marié à une princesse il n'est après tout qu'un ex-ministre du logement, ex-PDG d'Elf-Aquitaine, redevenu ministre, du menu fretin, quoi !

Tous ces pauvres épargnants lésés étaient rémunérés de la même manière : par un intérêt de 20 % l'an sur la valeur des pierres déposées chez Chaumet et par l'argent noir gagné en spéculant sur le marché du "diamant-placement".

Pour l'instant, ni le fisc — vraiment bon garçon avec tout ce joli monde — ni la "Justice" n'ont manifesté l'intention de mettre leur nez dans cette affaire.

On ne va tout de même pas se mettre à créer des ennuis à tous ces croqueurs de "diams", surtout dans un moment aussi difficile pour eux, n'est-ce-pas ?

ROUMANIE

La peau de banane de Gorbatchev à Ceausescu

Il paraît que ça n'a pas plu du tout à Ceausescu, le dirigeant roumain, que Gorbatchev profite de son voyage en Roumanie pour faire des discours — retransmis à la télé — sur la nécessité d'opérer *"des réformes profondes et radicales"* et insister : *"Notre objectif est de familiariser les hommes avec la démocratie", "Chacun doit avoir la garantie réelle de la protection de ses droits et intérêts légitimes"*.

Gorbatchev n'était peut-être pas mécontent de donner quelques coups d'épingle à Ceausescu qui s'est montré dans le passé impertinent vis-à-vis de l'URSS et qui est sans doute en Europe de l'Est le représentant du régime qui s'est permis le plus de gestes d'indépendance vis-à-vis de l'URSS.

Mais évidemment pour les dirigeants roumains c'était tout de même dur à entendre, eux qui n'ont jamais toléré la moindre contestation de la part de la population et qui, même quand ils se sont montrés plus indépendants de l'URSS, n'ont jamais, au grand jamais, tenté d'utiliser quelque démagogie libérale que ce soit pour avoir le soutien de leur population, sans doute échaudés qu'ils étaient par les mobilisations populaires qui se sont produites dans la plupart des pays de l'Est dès qu'il a pu sembler qu'une possibilité de libéralisation existait.

Et c'est évidemment un comble que ce soit le dirigeant de l'URSS qui vienne donner des leçons de démocratie aux dirigeants des Démocraties populaires, l'URSS ayant toujours joué dans cette partie du monde le rôle de gendarme lorsque les appareils d'Etat ne semblaient pas capables de faire face à la révolte ouverte de la classe ouvrière ou même à la simple contestation de la population.

Ceausescu est peut-être d'autant plus inquiet des propos tenus par Gorbatchev que, tout comme la déstalinisation annoncée à son de trompe par Krouchtchev avait en son temps suscité une vague d'espoir et de révolte dans les pays de l'Est, le new-look dont se pare Gorbatchev peut être utilisé comme argument par tous ceux qui sont mécontents du manque de liberté. *Le Monde* du 28 mai rapporte par exemple comment en RDA des jeunes portent des badges "glasnost" ("transparence", le mot d'ordre mis à la mode par Gorbatchev) pour narguer les autorités qui considèrent les partisans de Gorbatchev comme des suspects !

Il n'est pas étonnant que la réponse de Ceausescu à Gorbatchev ait été une fin de non recevoir. Il a en effet insisté sur *"le droit de chaque pays de décider ses propres modèles de développement selon ses conditions spécifiques"* et d'ailleurs point n'est besoin de réformes démocratiques en Roumanie puisque il existe déjà un *"système d'organisations démocratiques permettant la participation directe de la classe ouvrière"* (sic !). Mais il ne fallait quand même pas être trop sec avec Gorbatchev car si la population se mettait à le prendre au mot — et c'est bien ce que craint le plus Ceausescu — c'est probablement l'armée russe qu'on verrait intervenir comme elle l'a fait en Hongrie, en Tchécoslovaquie, comme elle le fait en Afghanistan, pour tenter de rétablir l'ordre.

C'est dire que l'hypocrisie d'un Gorbatchev fait bien pendant au cynisme de Ceausescu.

ITALIE

Les enseignants dans la rue, malgré les syndicats

La manifestation du 25 mai à Rome a donné un flagrant démenti au gouvernement comme aux syndicats qui affirmaient jusqu'alors que l'agitation dans les lycées et les écoles était le fait d'une poignée d'excités.

Des dizaines de milliers d'enseignants titulaires et non titulaires ont défilé dans le centre de la capitale italienne conspuant copieusement le ministre de l'Education nationale, Franca Falcucci, et aussi tous les syndicats avec en tête la CGIL (l'équivalent italien de la CGT) et son secrétaire général, Pizzinato, qui a signé en février dernier un accord rejeté par les enseignants.

Les enseignants de Rome et de Naples étaient les plus nombreux, mais bien d'autres étaient venus d'à peu près toutes les villes d'Italie : Bari, Parme, Gênes, Venise, Milan, etc. Ils avaient répondu massivement à l'appel des "comités de base", malgré l'opposition des syndicats, malgré les menaces du ministre, malgré aussi un mouvement de grève dans les chemins de fer.

Depuis la signature de l'accord, depuis aussi le refus de ses clauses exprimé par une majorité de "non" lors du référendum parmi les enseignants qui avaient suivi sa signature, les enseignants ont pris l'initiative de constituer, hors des structures syndicales, des assemblées au niveau des écoles, des lycées, des localités, pour organiser la protestation. Et c'est ce mouvement des "comités de base" qui, ce 25 mai, vient de démontrer dans les rues de Rome qu'il n'est pas le simple fait de quelques "rebelles", mais qu'il a une vitalité certaine, même s'il reste encore minoritaire dans bien des villes, bref, qu'il s'agit d'un mouvement avec lequel gouvernement comme syndicats doivent compter.

Depuis la publication de l'accord signé pour deux ans, dans leur dos, les enseignants refusent la limitation de l'exercice du droit de grève, l'insuffisance du réajustement des salaires annoncé pour janvier 1988 seulement, qui prévoit de 500 à 700 francs d'augmentation par mois pour les enseignants des lycées, et 500 francs pour ceux des écoles élémentaires ayant douze ans d'ancienneté (le salaire d'un professeur de lycée titulaire en début de carrière était préfixé par l'accord de 1985 à 980 000 lires, soit environ 4900 F). Ils réclament à l'heure actuelle l'équivalent de 1 000 francs d'augmentation annuelle pour tous. Ils refusent également l'horaire officiellement reconnu de 18 heures dans les lycées avec 5 heures de préparation, expliquant que cela n'a rien à voir avec l'horaire réel effectué. Le manque de crédits pour les écoles, la situation du personnel non titulaire, les classes surchargées, etc., font aussi partie des faits dénoncés par les comités de base.

Leur mobilisation pose problème au gouvernement comme aux syndicats. Aujourd'hui, il n'est plus possible de nier l'existence d'un mouvement qui s'organise dans le milieu enseignant en dehors de tout contrôle syndical. Jusqu'à présent, le gouvernement comptait sur une impopularité du mouvement de grève des notations et des examens décidé par les comités de base auprès des élèves et de l'opinion publique pour faire pression sur le moral des enseignants et les contraindre à renoncer. Franca Falcucci a usé de l'intimidation et brandi encore la menace de réquisitionner les professeurs pour les obliger à procéder aux examens de fin d'année... sans entamer vraiment la détermination des enseignants en colère.

La CGIL, de son côté, se prononçait contre cette forme de grève proposant de remettre toute action à plus tard, à la rentrée, et de voir alors ce qu'il serait possible de faire, enseignants et élèves, conjointement. Au lendemain de la journée du 25 mai, la CGIL maintient cette position mais — et c'est nouveau — reconnaît (c'est quand même difficile de faire autrement !) la réalité des comités de base, demandant même à Fanfani de les recevoir officiellement dès son retour d'un voyage au Canada.

Reste que pour Franca Falcucci et son parti, la Démocratie Chrétienne, comme pour le Parti Communiste qui n'a certes pas gagné en popularité à travers les prises de position de la CGIL, l'expression par la grève et dans la rue du mécontentement des enseignants est une sacrée épine. En pleine période d'élections, cela perturbe la traditionnelle trêve sociale et risque de se traduire par la désaffection à leur égard.

Une crainte qui n'est certainement pas suffisante pour contraindre en particulier Franca Falcucci à reculer, mais les enseignants ne sont visiblement pas décidés à en rester là et réaffirment leur détermination à faire la grève "des scrutins" au moment de l'échéance du 1er juin, date normale de début des examens de fin d'année. Et en effet, la meilleure garantie d'efficacité qu'ils puissent se donner est d'élargir leur mouvement et de se faire entendre encore plus fort dans les écoles et dans la rue.

YOUGOSLAVIE

Les syndicats veulent avoir les mains libres pour freiner les travailleurs

En Yougoslavie, la vague de grèves qui a touché les différents secteurs de l'économie en mars dernier et jusqu'au début du mois de mai a amené les représentants des syndicats à se poser des questions sur leur propre rôle et à revendiquer de ne plus être de simples appendices du gouvernement.

En s'élevant contre les grèves, les dirigeants syndicaux non seulement se sont fait violemment critiquer par les travailleurs syndiqués, mais surtout ils ont dû laisser les travailleurs s'organiser entre eux et se passer de l'appareil syndical. Voilà certainement une bien mauvaise habitude à leur laisser prendre, d'autant qu'ils pourraient aussi se donner d'autres organisations comme les travailleurs polonais, par exemple, l'ont fait il y a sept ans.

L'appareil syndical n'a pas pu jouer son rôle d'encadrement de la classe ouvrière, et c'est ce qui inquiète ses dirigeants. Mais quand même pas au point bien sûr de les décider à se mettre franchement du côté des grévistes.

Non, ils se contentent de réclamer respectueusement au gouvernement qu'il veuille bien les autoriser à jouer le rôle de médiateurs entre les directeurs et les travailleurs. Ils auraient même le droit, en cas d'obstination du directeur, à en appeler aux travailleurs de l'entreprise.

Le gouvernement acceptera-t-il la proposition des syndicats ?

En tout cas, s'il le faisait et si le droit de grève était ainsi plus ou moins explicitement reconnu, ça serait bien parce que depuis des mois, droit de grève ou pas, procédure légale ou pas, les travailleurs yougoslaves n'ont pas attendu l'autorisation, ni du gouvernement, ni des appareils syndicaux, pour entrer en lutte et se défendre contre les attaques de l'Etat contre leurs salaires.

Et c'est bien cette peur, que la classe ouvrière, quand elle est combative et déterminée, inspire à ses ennemis, qui fait aujourd'hui bouger les dirigeants syndicaux et peut-être demain le gouvernement.

D.C.

TUNISIE

Quelques libérations pour cacher la répression

Le dictateur Bourguiba en 1985

Le Monde du 26 mai évoque la possibilité de la libération de Habib Achour, l'ancien dirigeant de la confédération syndicale tunisienne, l'UGTT. Celui-ci avait été arrêté il y a un an et demi et condamné à plusieurs reprises après que le parti du dictateur Bourguiba, le Néo-Destour, eut repris complètement en main le syndicat et écarté toute l'ancienne direction, jugée trop indépendante du gouvernement. Quelques jours plus tôt, le 20 mai, Khemaïs Chamari, secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits de l'homme et dirigeant du Mouvement des Démocrates Socialistes (un parti d'opposition légale), avait été mis en liberté provisoire (il est poursuivi par le gouvernement pour "propagation de fausses nouvelles").

Mais si ces mesures devaient se confirmer, tout cela, c'est pour la devanture, pour satisfaire les milieux libéraux et sociaux-démocrates français en particulier, liés au parti de Bourguiba. Car dans le même temps, plusieurs militants et dirigeants d'organisations oppositionnelles interdites viennent d'être arrêtés...

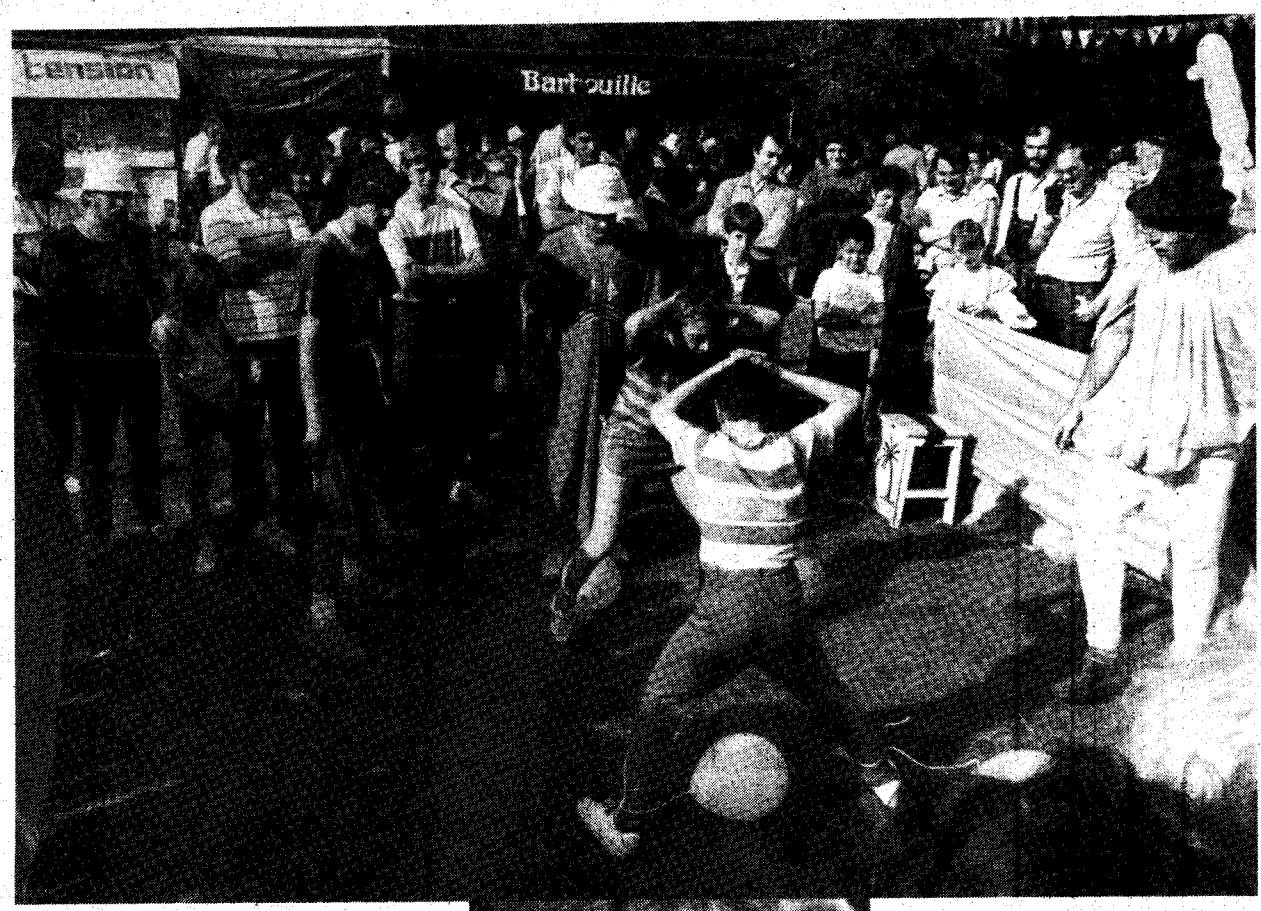
La Tunisie connaît une crise politique latente pour la succession du vieux dictateur Bourguiba, et cela dans un contexte social explosif.

Et la libération de personnalités les plus connues en Occident ne peut faire oublier la réalité de la répression contre des militants syndicalistes et politiques.

PRESLES (Val d'Oise) 6-7-8 juin

Dans une semaine

La FÊTE de Lutte Ouvrière



Plus qu'une semaine avant les trois jours de la Fête de Lutte Ouvrière. Notre fête qui, nous en sommes sûrs, sera aussi la vôtre. Trois jours pour se distraire, se détendre dans la verdure, assister aux spectacles, partir à la découverte de la cité scientifique, rencontrer des militants révolutionnaires d'autres pays, participer aux débats et évidemment déguster les nombreuses spécialités régionales mijotées par nos camarades.

Trois jours, c'est bien court. Raison de plus pour ne pas les manquer.

La fête de Lutte Ouvrière, c'est une fête populaire dans la fraternité et la bonne humeur. Une fête pour affirmer que les idées communistes révolutionnaires sont plus que jamais d'actualité dans cette période de crise, et qu'elles sont bien présentes dans le cœur des militants les plus anciens mais aussi dans celui des jeunes.

Alors que les partis de gauche ont contribué, quand ils étaient au gouvernement, à discréditer les idées de gauche au point que ce sont les idées de droite et même d'extrême-droite qui ont aujourd'hui droit de cité, les trois jours de la fête de Lutte Ouvrière seront l'occasion de montrer qu'il y a des dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes et de moins jeunes qui ont espoir dans la classe ouvrière, dans sa capacité de construire un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, débarrassé des frontières et du racisme, débarrassé de la misère et de la guerre.

Alors venez nombreux, plus nombreux encore cette année, soutenir Lutte Ouvrière et faire la fête avec nous dans une ambiance chaleureuse que vous n'oublierez pas.

Trois jours de spectacles et d'animation

Tous les spectacles de la fête sont gratuits.
Attention : les horaires sont indiqués sous réserve de modifications de dernière minute.

SAMEDI 6 JUIN

GRAND PODIUM :

14 h 15 ACIDE (rock).
15 h 45 Robin CLAVREUL et Gabrielle TORMA interprètent DVORAK et HAYDN au violoncelle et au piano.
17 h **ANNA PRUCNAL**
19 h LE GRAND BABAOU (Zouk des Antilles).
21 h **MORY KANTE.**

THÉÂTRE DE VERDURE:

14 h SAXAWHAMAM (rock).
15 h 30 Le Buffet aux confitures, spectacle des comédiens italiens du TEATRO SCIENTIFICO DI VERONA.
17 h 15 MUSIC PONPON ET ZABE STYLE (Afro-rock).
19 h Alain AURENCHE (chansons).
20 h DUNE'S (rock).
21 h 30 La Fête à Eugène de Guillevic, spectacle de poésies mis en scène par Jacques Fabbri et interprété par Irène Oziard et Gérard Audax.

ANIMATION :

Les Rémouleurs de Complaintes, chansons et orgue de barbarie.
Les New-Orleans, Hedgehogs, jazz Nouvelle, Orléans, seront dans les allées de la fête.
Le Teatro Scientifico di Verona.
A 21 h 30 au CIRKUB'U (marionnettes) : "Punch ou l'autre Don Juan" met en scène la marionnette Punch et le clown Grossalino dans une farce grinçante sur un séducteur sans scrupules...

Les 3 jours : *la guinguette* sera animée par l'orchestre de Jean-Claude Gombault et le trio de Philippe Lajeune qui interprète de vieilles chansons d'avant-guerre.

DIMANCHE 7 JUIN

GRAND PODIUM :

14 h MOURON (chanteuse).
15 h **Allocution d'Arlette LAGUILLER,** suivie du concert de **Pierre VASSILIU**
17 h 30 **MAURANE** (chanteuse jazzy).
19 h 15 TOUMILMAN, le rock du Moyen-Age à nos jours.
20 h 30 IMPORT-EXPORT. Rythm and Blues et Soul Music.
21 h 30 **ALEX METAYER.**

THÉÂTRE DE VERDURE :

11 h 45 THÉÂTRE : "ULTIMATUM !" par le Théâtre de la Machinerie.
13 h VU D'ICI (rock français).
15 h 30 TRANSOCEANIC COMBO, Groupe antillais.
17 h Folklore turc.
18 h KAMIKAZE. Spectacle d'improvisation. Les spectateurs amènent les objets les plus divers de leur choix et les trois comédiens Eric METAYER, Jean-Daniel LAVAL et Viviane MARCENARO improvisent...
19 h 45 MICHELE, conteuse, dit des poèmes et des contes.
20 h Antoine TOME (chanteur).
21 h 45 Le Buffet aux confitures par le Teatro Scientifico di Verona.

ANIMATION :

Les Rémouleurs.
Les Whoopee Makers Fanfare, dans les allées de la fête.
Gaël Heckli, danseuse, interprète "Mime de Rien" et invite les spectateurs dans la fête à s'initier à la danse moderne.
Le CIRKUB'U : "Punch ou l'autre Don Juan". Un avant-goût vers 17 h et l'ensemble de la représentation vers 21 h 30.

Dans la nuit du dimanche au lundi, on dansera sur de la musique enregistrée.

LUNDI 8 JUIN

GRAND PODIUM :

Les WHOOPEE MAKERS. Fanfare.
14 h **Alain LAMONTAGNE** (Québec).
15 h **Allocution d'Arlette LAGUILLER** suivie de **KARIM KACEL.**
17 h 15 STOKA-BOKA. (rock).
18 h 45 SHARON EVANS GROUP (Bossa, Funf et Salsa).

THÉÂTRE DE VERDURE :

11 h 30 LAHER (Comores).
12 h 30 MAJOR THOMSON (Ska et Salsa).
14 h Patrick PORTAL (musique bretonne et irlandaise).
15 h 30 Navarro PUENTE et HIERBITA (duo de guitares flamenca).
17 h Le clown agricole. Spectacle burlesque du clown Kergrist.
18 h 15 Sylvain DIONY (guitare classique).
19 h Le Buffet aux confitures du Teatro Scientifico di Verona.

ANIMATION :

Le Teatro.
Les Whoopee Makers et leur fanfare.
Le CIRKUB'U à 17 h environ.

Le programme de Jazz - City

Cette année, à la Cité du Jazz, on trouvera une exposition et un jeu pour en savoir plus long sur le jazz, des percussions proposées à tous le dimanche matin, un bœuf le dimanche midi ouvert aux musiciens amateurs. Enfin le dimanche et le lundi, votre petit-déjeuner... en musique.

L'après-midi, réservée aux concerts, la Cité du Jazz accueillera les groupes suivants :

SAMEDI :

— Trois groupes interpréteront des classiques du "bebop" :
• Frank SALA QUARTET,
• HARTLEY'S JAM,
• JAZZ IDEA.
— Michel DEVILLERS (saxo) et Jean-Pascal ASSAILLY (guitare) : jazz, musique baroque (Bach) et... un ordinateur.
— François KOKELAERE (percussions) et Doriane LARCHER (danse) : impressions d'Afrique.
— Benoît BLUE BOY, blues et humour.

DIMANCHE :

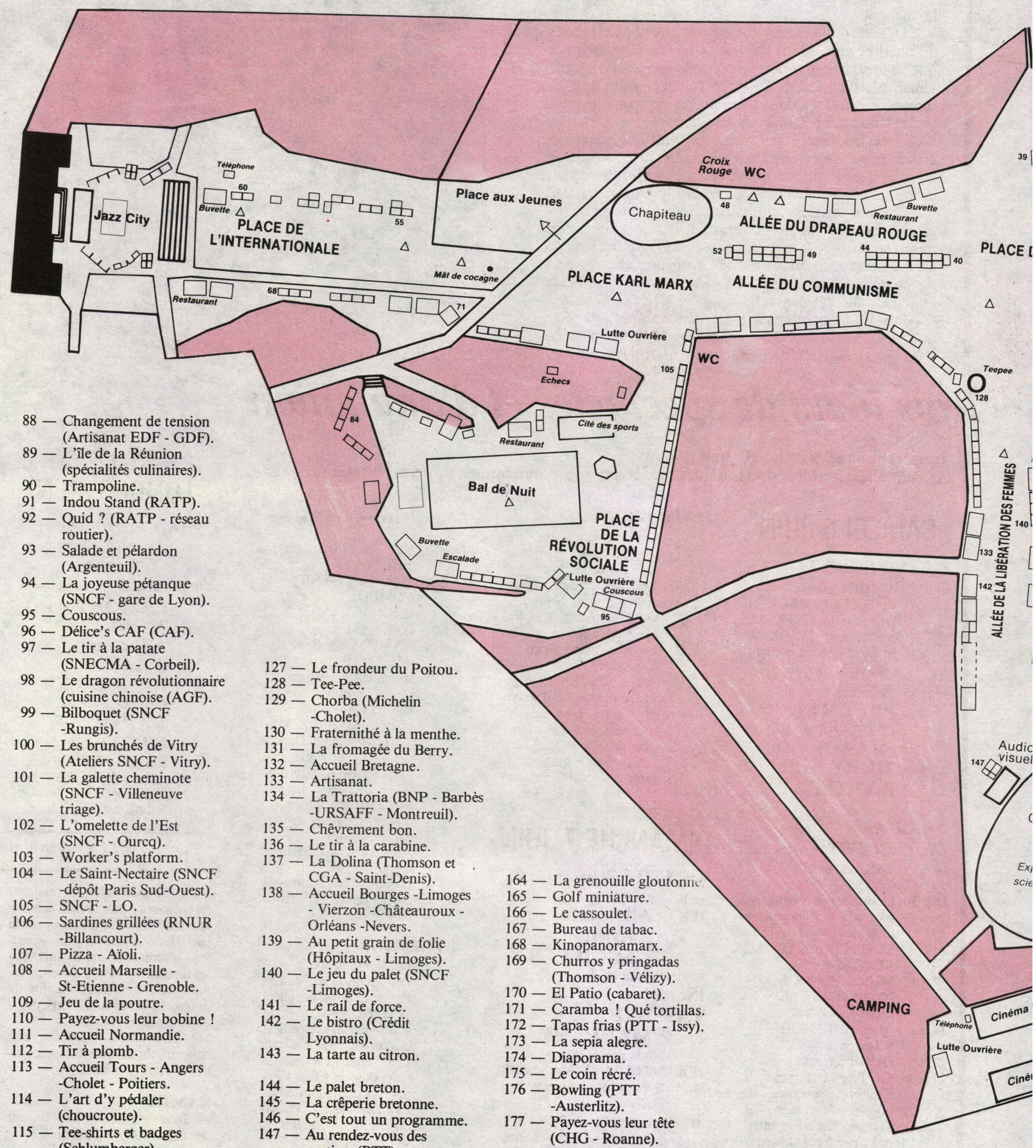
— ARDATLILI : free-jazz.
— Thierry MONTCHENY : jazz-rock.
— IMPORT-EXPORT : "rythm and blues" et "soul music".
— Bruno MICHELI : un pianiste de charme.
— VANINA SWING ou le "bebop" chanté.
— HOLLYWOOD SWING BOYS : jazz Nouvelle-Orléans.

LUNDI :

— MAMA ROSE : soul music.
— Alain GIROUX, blues.
— HATSHEPSUT, musique improvisée.
— NEW CADENCE, pour finir en beauté.

Les stands d

1 — Le ballon de la fête (RNUR).
2 — Au pingouin gourmand (CRAMIF - Paris 19e).
3 — Exposition Sécurité sociale (CRAMIF - Paris 19e).
4 — Disques.
5 — Accueil Lorraine.
6 — Au verre fleuri.
7 — Quiches lorraines.
8 — Electron rouge (Thomson-Gennevilliers).
9 — L'oasis (Citroën).
10 — Les moules.
11 — Cap sur les Iles (Télécom-Aubervilliers-Bagneux).
12 — La roue de la chance.
13 — Placez vos quatre sous.
14 — L'alter égal.
15 — Le labyrinthe.
16 — Des masques et vous (CGCT-MASSY).
17 — Renseignements.
18 — Le kiwi.
19 — Le Castelet.
20 — Guillaume Tell.
21 — Orienthé-vous (Alcatel-Colombes).
22 — Le casse-tête.
23 — Le routier.
24 — Accueil Franche-Comté-Alsace.
25 — Accueil Bourgogne.
26 — La mare aux canards.
27 — Brochettes Chausson (Chausson-Gennevilliers).
28 — Fruits pressés.
29 — Fondue jurassienne.
30 — L'échelle mobile.
31 — Jeu de palets.
32 — Billodrome.
33 — Brochettes (RNUR).
34 — Quelle salade !
35 — A l'escargot farci.
36 — La crème des fraises (Chèques Bourseul).
37 — Jus de fruits (MGF).
38 — Croquantines (Caisse Nationale Vieillesse).
39 — Crêpes canadiennes.
40 — Tangram (CGR-Buc).
41 — Les mots fléchés (PTT-Paris 17e).
42 — L'enfer est pavé de bonnes citations.
43 — Tajine tunisien (CEPEM Orléans).
44 — Maquereaux fumés au poivre.
45 — Relactez-vous (Via Assurances Paris).
46 — Casse-bouteilles.
47 — Le pénalty.
48 — Payez-vous leurs têtes.
49 — Saucisses et boudin du Béarn (Leroy Somer).
50 — Késako.
51 — Le brie qui court.
52 — Casse-croûte tunisien.
53 — Il suffit de passer le pont.
54 — Cube d'escalade (RNUR-Flins).
55 — Accueil Le Mans.
56 — Le brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne -Paris).
57 — Mon pays, c'est le monde.
58 — Café turc.
59 — Emaux à faire soi-même (CHR Toulouse).
60 — Exposition Renault-Billancourt.
61 — Le clou de la fête.
62 — Petit déjeuner.
63 — Exposition.
64 — Exposition.
65 — Livres et disques.
66 — Images du jazz.
67 — Vidéo.
68 — Calligraphie arabe.
69 — Thé et gâteaux.
70 — Accueil Toulouse.
71 — Cirkub'u.
72 — Ah ! la belle crêpe !
73 — Je pense, donc j'essuie (RNUR - Flins).
74 — Billard électrique.
75 — Accueil Aquitaine.
76 — Confit de canard. Huîtres du Sud-Ouest. (Hôpitaux Bordeaux).
77 — Les tontons frondeurs (LMT - Alcatel -Boulogne).
78 — Sportez-vous bien ! (SNECMA -Gennevilliers).
79 — Echec et Marx.
80 — Le chèvre chaud sur canapé.
81 — Spécialité des Balkans (SNCF - Ouest).
82 — Le Blinis insurgé.
83 — Accueil Hérault - Gard.
84 — Exposition Aéronautique (SNECMA).
85 — La barbouille.
86 — Le mur d'escalade (SNECMA -Gennevilliers).
87 — Regarde où tu mets tes pinceaux (Hispano-Suiza).
88 — Changement de tension (Artisanat EDF - GDF).
89 — L'île de la Réunion (spécialités culinaires).
90 — Trampoline.
91 — Indou Stand (RATP).
92 — Quid ? (RATP - réseau routier).
93 — Salade et pélardon (Argenteuil).
94 — La joyeuse pétanque (SNCF - gare de Lyon).
95 — Couscous.
96 — Délice's CAF (CAF).
97 — Le tir à la patate (SNECMA - Corbeil).
98 — Le dragon révolutionnaire (cuisine chinoise (AGF).
99 — Bilboquet (SNCF -Rungis).
100 — Les brunchés de Vitry (Ateliers SNCF - Vitry).
101 — La galette cheminote (SNCF - Villeneuve triage).
102 — L'omelette de l'Est (SNCF - Ourcq).
103 — Worker's platform.
104 — Le Saint-Nectaire (SNCF -dépôt Paris Sud-Ouest).
105 — SNCF - LO.
106 — Sardines grillées (RNUR -Billancourt).
107 — Pizza - Aïoli.
108 — Accueil Marseille - St-Etienne - Grenoble.
109 — Jeu de la poutre.
110 — Payez-vous leur bobine !
111 — Accueil Normandie.
112 — Tir à plomb.
113 — Accueil Tours - Angers -Cholet - Poitiers.
114 — L'art d'y pédaler (choucroute).
115 — Tee-shirts et badges (Schlumberger).
116 — Exposition *"L'Humanité"* (Schlumberger).
117 — Les harengs de la Baltique (LO - LCR - Métallurgie Angers).
118 — Expo LO - LCR Angers.
119 — Charlotte (CHR Hôpital psychiatrique Angers - LO - LCR).
120 — Le tir larigot.
121 — Le kiosque à rire.
122 — Le criquet (SNCF -Limoges).
123 — Dessinez en perspective.
124 — La pêche miraculeuse (BNP - Barbès).
125 — La ficelle picarde (Amiens).
126 — La carte du monde (General Motors -Gennevilliers).
127 — Le frondeur du Poitou.
128 — Tee-Pee.
129 — Chorba (Michelin -Cholet).
130 — Fraternithé à la menthe.
131 — La fromagée du Berry.
132 — Accueil Bretagne.
133 — Artisanat.
134 — La Trattoria (BNP - Barbès -URSAFF - Montreuil).
135 — Chêvrement bon.
136 — Le tir à la carabine.
137 — La Dolina (Thomson et CGA - Saint-Denis).
138 — Accueil Bourges -Limoges - Vierzon -Châteauroux - Orléans -Nevers.
139 — Au petit grain de folie (Hôpitaux - Limoges).
140 — Le jeu du palet (SNCF -Limoges).
141 — Le rail de force.
142 — Le bistro (Crédit Lyonnais).
143 — La tarte au citron.
144 — Le palet breton.
145 — La crêperie bretonne.
146 — C'est tout un programme.
147 — Au rendez-vous des postiers (PTT).
148 — La fondue chinoise (Alcatel - Levallois).
149 — La quille landaise.
150 — Le petit chêvre chaud.
151 — La puce rouge (Crédit Lyonnais).
152 — Mollet d'acier.
153 — Brochettes grecques (Air France).
154 — Barre à tonneaux.
155 — Jamais deux sans Troyes (Troyes).
156 — Découpe et peinture sur bois.
157 — Croisons-les.
158 — La boule maboule.
159 — Accueil Clermont.
160 — Fromage d'Auvergne.
161 — Tir à l'arc.
162 — L'affiche rouge (Reims).
163 — Le doux débardeur (Reims).
164 — La grenouille gloutonne
165 — Golf miniature.
166 — Le cassoulet.
167 — Bureau de tabac.
168 — Kinopanoramarx.
169 — Churros y pringadas (Thomson - Vélizy).
170 — El Patio (cabaret).
171 — Caramba ! Qué tortillas.
172 — Tapas frias (PTT - Issy).
173 — La sepia alegre.
174 — Diaporama.
175 — Le coin récré.
176 — Bowling (PTT -Austerlitz).
177 — Payez-vous leur tête (CHG - Roanne).
178 — Barbe à papa (UAP).
179 — La pomme d'amour (UAP).
180 — Les salades libanaises (UAP - Tour Assur).
181 — Accueil Lyon.
182 — La Crêperie (Rhône-Poulenc - Vitry).
183 — Les lancier du bocal (Roussel - Uclaf).
184 — Au jardin glacé (Tri PLM - Chèques Postaux Montparnasse).
185 — Tangram et jeux.
186 — Spécialités lyonnaises (PTT).
187 — Artisanat Lyon (Hôpital Edouard-Herriot).
188 — Socialisme et Révolution (Iran).
190 — Comité de Coordination contre la guerre irano-irakienne.
191 — League for the Revolutionary Party (USA).
192 — Comité de Soutien aux Indiens d'Amérique.
193 — Marxistische Gruppe (R.F.A.).
194 — Partido Socialista de Chile-Salvador Allende.
195 — Worker's Revolutionary Party (G.B.).



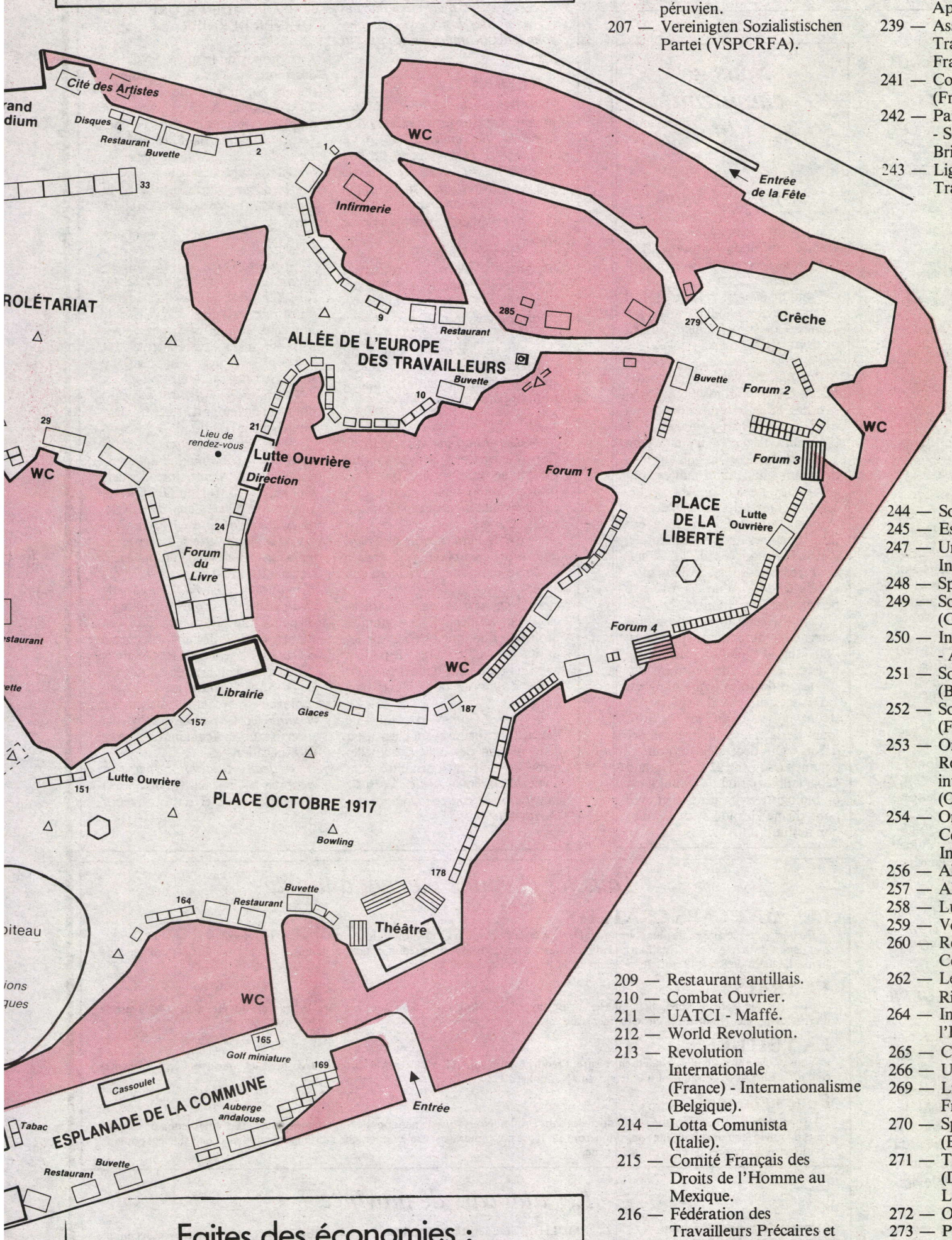
e la fête

Sortie provisoire

Lorsque vous serez entré dans la fête, le coupon du jour aura été ramassé par les camarades des entrées.

Aussi, quand vous voudrez sortir provisoirement de la fête, demandez-leur qu'ils vous mettent un tampon sur le poignet pour que vous puissiez entrer de nouveau en le présentant.

Si nous faisons notre fête une fois par an, les habitants de Presles y vivent tous les jours, et cela fait maintenant plusieurs années qu'ils acceptent de nous accueillir. Aussi, lorsque vous serez amenés à circuler ou à vous promener aux alentours de la fête, respectez les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner et, d'une façon générale, aidez-nous à faire apprécier notre fête !



Faites des économies : Payez en vignettes LO

Tous les spectacles, films, pièces de théâtre ou concerts, sont gratuits. Mais on ne vit pas que de l'air du temps... La fête, c'est aussi l'occasion de manger une spécialité entre amis, de jouer à un stand, de s'offrir une gourmandise...

Vous pourrez, bien sûr, payer tout cela en francs Balladur... Si vous avez pris des "vignettes" à l'avance, vous bénéficierez d'un abattement de 20 %.

Pour cela, procurez-vous les avant la fête auprès de nos militants. La vignette de valeur de 10 francs LO vous sera vendue 8 francs Balladur. Vous pourrez tout payer (sauf le tabac, payable seulement en francs) en monnaie "Lutte Ouvrière".

196 — Combat International (France).
197 — Collectif contre la répression en Algérie (CCRA).
198 — Bolchewiki Leninisten (RFA).
199 — Groupe Communiste International (Belgique).
200 — Parti Communiste International (France).
201 — Ergatiki Protoporia (Grèce).
202 — Association de Solidarité et Culturelle des Travailleurs d'Anatolie.
203 — G.O.R. (Italie).
204 — IKL (Autriche).
205 — Femmes contre le sexisme.
206 — Commission de défense des droits du peuple péruvien.
207 — Vereinigten Sozialistischen Partei (VSPCRFA).

209 — Restaurant antillais.
210 — Combat Ouvrier.
211 — UATCI - Maffé.
212 — World Revolution.
213 — Revolution Internationale (France) - Internationalisme (Belgique).
214 — Lotta Comunista (Italie).
215 — Comité Français des Droits de l'Homme au Mexique.
216 — Fédération des Travailleurs Précaires et Chômeurs.
217 — Battaglia Comunista -Communist Worker's Organisation.
218 — Komitee Junger Kommunisten (RFA).
219 — Comité de Solidarité avec le Nicaragua.
220 — Comité de Soutien aux Réfugiés Basques.
221 — Les Organisations Communistes Révolutionnaires du Moyen-Orient.

222 — Ecole Emancipée - Comité des Non-Titulaires.
224 — Association des Sympathisants du Parti Communiste Iranien.
225 — Association des Sympathisants de l'OGFPI.
227 — Bolshevik Tendancy (USA).
228 — Comité Trotskyste International.
231 — Ligue Ouvrière Révolutionnaire.
232 — Révolution Permanente.
233 — Pouvoir Ouvrier.
234 — Worker's Power.
235 — Irish Worker's Group.
236 — Arbeitermacht Gruppe -Arbeiterstandpunkt.
237 — Mouvement Anti-Apartheid.
239 — Association des Travailleurs Marocains de France (ATMF).
241 — Combat Communiste (France).
242 — Parti Socialiste du Canada - Socialist Party of Great Britain.
243 — Ligue Internationale des Travailleurs.

244 — Socialist Organizer (GB).
245 — Esquerda Revolucionara.
247 — Union Communiste Internationaliste.
248 — Spartacus.
249 — Socialist Worker's Party (GB).
250 — Internazional Sozialismus - Allemagne,
251 — Socialisme International (Belgique),
252 — Socialisme International (France).
253 — Organisation Communiste Révolutionnaire internationaliste d'Algérie (OCRIA).
254 — Organizzazione Comunista Internazionalista (Italie).
256 — Alarma (FOR).
257 — Alarme (FOR).
258 — Lutte de classe.
259 — Voie Prolétarienne.
260 — Révolutionary Communist Party.
262 — Lega Socialista Rivoluzionaria.
264 — Institut Coopératif de l'Ecole Moderne (ICEM).
265 — Chili Info.
266 — UTCL - OJL.
269 — Ligue Trotskyste de France.
270 — Spartacist League (Britain).
271 — Trotzkistiche Liga (Deutschlands). Lega Trotskysta d'Italia.
272 — OCL.
273 — Partisan.
274 — Revolutionaere Socialister (Danemark).
275 — Comité International de la IVe Internationale.
278 — LCR, JCR, SU de la IVe Internationale.
279 — SPARK.
280 — La gargotte des tout-petits.
281 — La soupe aux choux.
282 — Accueil Grande-Bretagne.
283 — Ça l'affiche bien.
284 — Accueil Nord.
285 — Le javelot chtimi.

Et pour les enfants

La crèche :

Il n'est pas toujours simple de trouver des amis ou des parents pour s'occuper de son bébé pendant qu'on va à la fête de Lutte Ouvrière... Si vous êtes dans ce cas, vous trouverez une crèche à notre fête. Elle est située non loin de l'entrée de la fête, et vous pourrez confier les bébés aux camarades qui s'en occupent. Mais nous vous demandons de passer de temps en temps, et plus particulièrement aux heures de repas, et de ne pas nous confier vos enfants plus de quatre heures d'affilée.

LA PLACE AUX JEUNES

Nous avons réservé une partie du terrain de la fête aux enfants qui ne sont pas assez grands pour se promener tout seuls. Vous pourrez les y amener, et des camarades s'occuperont d'eux, leur proposeront des jeux, du cinéma, du poney...

La crèche et la place aux jeunes sont gratuites.

• Camper ou ne pas camper ?

Le camping est interdit dans la région de Presles. Et il n'y a pas de camping aménagé à proximité.

Nous avons réservé une portion du terrain sur lequel nous organisons la fête pour le camping, mais la place est très limitée, et nous en avons attribué l'essentiel aux campeurs qui viennent de province, les conditions de camping étant de toute façon très rudimentaires.

Si vous voulez camper, vous avez donc tout intérêt à venir dès le samedi pour avoir une chance de vous voir attribuer un emplacement.

Mais si vous avez les moyens d'éviter de camper, nous vous demandons de le faire et de nous aider ainsi à accueillir dans les meilleures conditions possibles ceux qui viennent de trop loin.

• A propos des chiens

Si les chiens peuvent avoir plaisir à galoper sur les pelouses et dans les sous-bois, ils y laissent malheureusement souvent des traces plutôt gênantes pour ceux qui veulent s'asseoir ou s'allonger dans l'herbe en regardant un spectacle.

Il sont également parfois sources d'accidents, d'autant qu'ils peuvent être énervés par l'agitation de la fête.

Les spectacles et les débats ne les passionnant évidemment pas, il nous est arrivé dans le passé de voir des chiens attachés à un arbre dans l'attente d'un maître trop occupé ailleurs...

Alors pour le confort de tous, et des animaux eux-mêmes, nous ne souhaitons pas leur présence à la fête.

• Ne pas jeter les bouteilles vides

A la fête, vous allez sans doute vous rafraîchir d'une boisson. Mais les bouteilles vides qui traînent au hasard des chemins ou sur les pelouses, ce n'est pas franchement joli... et c'est surtout très dangereux et peut occasionner des accidents graves.

Vous trouverez partout dans la fête des *casiers spéciaux pour les bouteilles vides* ; faites les quelques mètres nécessaires, et utilisez-les. Ne jetez pas non plus les bouteilles dans les sacs-poubelles : ils sont manipulés à la main et la présence de verre pourrait être, là aussi, une source d'accidents.

La fête c'est aussi... des expositions, des films, des débats

Les expositions, les forums

La fête de Lutte Ouvrière est bien entendu une fête politique. Vous pourrez y discuter avec nos camarades, vous procurer nos publications, aux stands Lutte Ouvrière ou dans les nombreux stands d'entreprises ou de ville.

Une centaine de formations politiques de France ou de l'étranger sont également invitées.

Plusieurs emplacements seront consacrés aux forums de discussions, où chacun pourra présenter un sujet de son choix ou bien participer aux discussions qui s'y dérouleront. Le programme des forums sera indiqué au moment de la fête.

Cette année étant le soixante-dixième anniversaire de *la Révolution russe* et le vingt-cinquième anniversaire de la fin de la *guerre d'Algérie*, deux vastes expositions porteront sur ces deux sujets.

Les cinémas

Tous les films projetés dans les 2 cinémas de la fête sont gratuits. Voici le programme.

CINEMA 1

SAMEDI:

12 h : Nuit de garde (A. Chauchat)
12 h 30 : Avoir 20 ans dans les Aurès (R. Vautier)
14 h 30 : La Guerre d'Algérie (M. Ferro) (Court métrage) Une femme pour mon fils (A. Ghanem)
16 h 30 : Insiang (L. Brocka)
18 h 30 : La grève (S.M. Eisenstein)
19 h 45 : L'homme à la caméra (D. Vertov)
21 h : On achève bien les chevaux (S. Polack)

DIMANCHE:

10 h : La grève (S.M. Eisenstein)
11 h 15 : L'homme à la caméra (D. Vertov)
12 h 45 : Nuit de garde (A. Chauchat)
13 h 15 : Avoir 20 ans dans les Aurès (R. Vautier)
16 h : Octobre (S.M. Eisenstein)
18 h : Sciuscia (V. De Sica)
20 h : Quelque part en Europe (G. Radvanyi)
22 h : Insiang (L. Brocka)

LUNDI:

10 h : Octobre (S.M. Eisenstein)
12 h : Ma blonde entends-tu dans la ville? (R. Gilson)
13 h 45 : Chili jusqu'à quand? (D. Bradburry)
16 h : On achève bien les chevaux (S. Polack)
18 h 15 : Une femme pour mons fils (A. Ghanem)

CINEMA DE NUIT, dans la nuit de dimanche à lundi (sous les cèdres, place du Prolétariat)

Oh Victor Victoria (B. Edwards)
2 h 30 - Le mécano de la générale (B. Keaton)
4 h - Orfeu Negro (M. Camus)

CINEMA 2

SAMEDI:

12 h 30 : Trois hommes et un couffin (C. Serreau)
14 h 30 : Rosa Luxembourg (M.Von Trotta)
17 h : Welcome in Vienna (A. Corti)
19 h 30 : Dans les montagnes sauvages (Y. Xueshu)
22 h : Grand-Guignol (J. Marbœuf)

DIMANCHE:

10 h : Rosa Luxembourg (M. Von Trotta)
12 h 30 : J'ai 8 ans (Y. Le Masson)
13 h : Les Sacrifiés (O. Touita)
16 h : Black Mic-Mac (T. Gillou)
18 h : Grand-Guignol (J. Marbœuf)
20 h 30 : L'histoire officielle (L. Puenzo)
23 h : Trois hommes et un couffin (C. Serreau)

LUNDI:

10 h J'ai 8 ans (Y. Le Masson) et Les Sacrifiés (O. Touita)
12 h 45 : Welcome in Vienna (A. Corti)
16 h : Dans les montagnes sauvages (Y. Xueshu)
18 h 30 : Black Mic-Mac (T. Gillou)

DÉBATS AVEC LES RÉALISATEURS

Plusieurs réalisateurs nous ont promis leur participation. Ils viendront présenter leur film ou animeront un débat à l'issue de la séance au Forum Cinéma.
Thomas GILLOU (Black Mic Mac)
Okacha TOUITA (les Sacrifiés)
Yann LE MASSON (J'ai 8 ans)
André CHAUCHAT (Nuit de garde)
Jean MARBOEUF (Le grand guignol)
René GILSON (Ma blonde, entends-tu dans la ville)
Lundi à 14 h : Le Front Populaire et le cinéma.

Par ailleurs, à propos de l'Algérie, René Vautier, Okacha Touita, Yann Le Masson et André Chauchat animeront également un débat.

Le cinéma c'est gratuit, mais le nombre de places étant limité (200 par cinéma), vous devez retirer votre ticket d'entrée avant la séance au stand KINOPANORAMARX situé devant les cinémas.

LES FILMS SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE ET L'ALGÉRIE D'AUJOURD'HUI

Avoir vingt ans dans les Aurès de René Vautier (France - 1971 - 1 h 45)

L'histoire, tirée de faits réels, d'un groupe de jeunes appelés bretons qui ont "foutu leurs pieds dans cette merde" qu'a été la sale guerre d'Algérie.

Nuit de Garde de André Chauchat (France - 1985 - 30 mn)

Guerre d'Algérie 1960. Durant sa première nuit de garde en Algérie, un jeune appelé du contingent français est témoin de divers événements tant du côté pied-noir que du côté arabe et de l'armée française.

J'ai 8 ans de Yann Le Masson (France - 1962 - 10 mn)

Court-métrage qui eut quelques problèmes avec la censure à l'époque. Des enfants algériens réfugiés en Tunisie dessinent leur vision de la guerre. Un des rares films sur la guerre d'Algérie réalisé pendant la guerre.

Les sacrifiés de Okacha Touita, réalisateur algérien (Algérie/France -1982 -1 h 40)

En 1955, un jeune algérien découvre la guerre d'Algérie dans les bidonvilles parisiens. Il est entraîné dans la lutte fratricide d'un réseau du FLN auquel il appartient, contre l'autre mouvement nationaliste algérien, le MNA.

La guerre d'Algérie de Marc Ferro (France - 20 mn).

Documentaire, montage de bandes d'actualité.

Une femme pour mon fils de Ali Ghanem (Algérie - 1982 - 1 h 35).

Fathia a 18 ans. Ses parents décident, selon la tradition, de la marier à Hocine, 35 ans, travailleur immigré en France.

Un film sur la condition de la femme algérienne. (Ali Ghanem a adapté son propre roman).

Sous le chapiteau scientifique

"Terre : la planète qui a fait l'homme"

Sous un vaste chapiteau, une grande exposition retracera l'histoire de la Terre, cette planète qui a fait l'Homme.

Point de départ : la formation, il y a près de quatre milliards et demi d'années, du système solaire au sein de cette vaste galaxie qui est la nôtre.

Puis, la formation à partir des matériaux de l'atmosphère primitive des premiers constituants qui permirent le départ de la vie.

Ensuite, l'exposition s'attachera à montrer les relations qui, au cours de quatre milliards d'années, ont existé entre l'évolution géologique, celle du climat, des végétaux et des animaux et qui permirent, il y a tout juste quelques millions d'années, l'apparition de ces drôles d'animaux redressés sur leurs deux pattes arrière et dotés d'un cerveau très performant : les Hommes.

Parallèlement à ces expositions, deux audio-visuels seront présentés, l'un sur l'évolution des êtres vivants, l'autre sur l'histoire des sciences et des idées évolutionnistes.

Des scientifiques, des spécialistes seront présents pendant les trois jours de la fête et animeront des débats. On peut déjà annoncer, dimanche soir, à 21 h, un grand débat animé par un paléontologue, un biologiste et un généticien avec pour thème : les idées sur l'évolution aujourd'hui.

Des débats

Guerre d'Algérie, Portugal, droits de l'homme, mouvement étudiant, grève des cheminots, etc.

Animés par des groupes politiques, bien sûr, mais aussi par des écrivains, des historiens, des personnalités, de multiples débats sont prévus.

SAMEDI

— *Benjamin Stora* (auteur notamment de *Messali Hadj, pionnier du nationalisme algérien), Mohammed Harbi* (auteur de *Aux origines du FLN)* et *Mohammed Kacimi el Hassani* (auteur du roman *Le Mouchoir)* sur le thème : "dans la guerre d'Algérie : le nationalisme en question".

— *Georges Mattei :* La résistance à la guerre d'Algérie en France : de la révolte des rappelés aux réseaux de soutien au FLN. Avec lui, *Jean-Louis Gérard : La vie quotidienne des appelés en Algérie.*

— *Agnès Gerhards,* auteur du *Rapport Lambda* (une œil critique sur le fonctionnement de l'administration) parlera de son livre.

DIMANCHE

— *Jean-Luc Einaudi,* auteur de *Pour l'exemple* (l'affaire Yveton) parlera de cette époque où l'Etat français condamnait à mort et exécutait ce militant du Parti Communiste Algérien.

— *Sylvie Péju,* auteur de *Palais de Justice* (le simple citoyen face à la machine judiciaire) présentera son livre.

— *Jean-Jacques de Felice,* avocat, vice-président de la Ligue des droits de l'homme. Débat sur les droits du peuple kanak. Il parlera aussi, notamment, des extraditions et des expulsions de militants basques.

— *Valéra Gomes,* ex-colonel de l'armée portugaise ayant participé à la révolution des œillets, actuellement militant et journaliste à la revue d'extrême-gauche *Versus : Révolution et contre-révolution au Portugal 1974-1987.*

Au stand SNCF

A PROPOS DE LA GREVE DE L'HIVER DERNIER

A propos de la grève SNCF de décembre 86 janvier 87, plusieurs thèmes seront abordés, à l'aide d'expositions, de diaporamas, de montages vidéo : *La grève à la base, La SNCF entreprise du capital,* ou *Les débuts du chemin de fer et les premières luttes ouvrières.*

Des débats auront lieu avec la présence de notre camarade Daniel Vitry.

LUNDI

— *Rachel Ertel,* écrivain, universitaire, animera un débat sur la culture Yiddish. Elle présentera, entre autres, *Le Royaume Juif,* recueil de nouvelles de *Lamed Schapiro* (sur les progroms en Russie entre 1905 et 1921) et son propre ouvrage, *Le shtetl,* le village juif, en Pologne.

— *Maurice Rajsfus,* écrivain, historien de retour d'Israël animera un débat sur ce sujet.

— *David Assouline,* porte-parole de la coordination nationale étudiante de l'automne dernier, militant trotskyste de la LOR, et auteur avec *Sylvia Zappi* de la JCR, de *Notre printemps en hiver* (éditions La Découverte-Maspéro) animera un débat sur le mouvement étudiant.

— *Michel Levine,* auteur des *Ratonnades d'octobre* (octobre 61 : la police française massacre des centaines de manifestants algériens). L'auteur parlera de la répression en France pendant la guerre d'Algérie.

— *Michel Erlich,* médecin, ethnologue et psychiatre, auteur de la *Femme blessée* parlera des "mutilations sexuelles féminines : un essai d'explication".

— *Jean Bertolino,* écrivain, reporter à TF 1, parlera du Nicaragua où il vient d'effectuer un reportage.

Tous les chemins mènent à la fête

LES AUTOCARS GRATUITS.

De Paris, c'est le moyen de plus commode. Départs de la Porte de la Chapelle tous les quarts d'heure. Le samedi de 11 h 30 à 21 h (dernier départ de la fête vers Paris à 23 h). Le dimanche de 8 h à 22 h, et service réduit, toutes les heures, durant la nuit du bal de dimanche à lundi. Le lundi de 8 h à 18 h (dernier départ de la fête vers Paris à 20 h).

LE TRAIN

Prenez-le à la Gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoult ; descendez à la gare de Presles, vous êtes à un 1/4 d'heure de marche de la fête. (Pour le retour le dernier train est à 23 h).

LA VOITURE

Vous pouvez bien sûr aller à la fête en voiture. Prendre l'autoroute A1, le quitter à la sortie n° 3, et suivre les pancartes fléchées "Pentecôte 87". Elles vous conduiront à la fête par la Nationale 1.

Pour stationner

La circulation et le stationnement sont difficiles dans Presles. Nous vous demandons de respecter les panneaux d'interdiction de stationner et de suivre les indications que vous donneront sur place nos camarades. Car les habitants du village qui nous accueille doivent pouvoir circuler et se garer près de chez eux sans gêne.

Les autocars de province

• Départs du vendredi 5 juin

BELFORT : 22 h 30, Place de la Maison du Peuple.
MONTBÉLIARD : 23 h, Place du Champ de Foire.
TOULOUSE : 20 h 30, Parking de l'école vétérinaire (derrière la gare Matabiau).
GRENOBLE : 23 h 15, Gare routière.

• Départs du samedi 6 juin

NANCY : 8 h, Place de la Croix de Bourgogne.
METZ : 7 h 30, devant la gare SNCF (côté départ).
JŒUF : 6 h 30, Place de l'Hôtel de Ville.
STRASBOURG : 5 h, Place de l'ancien abattoir.
MULHOUSE : 5 h, Place Franklin.
BELFORT : 5 h, Place de la Maison du Peuple.
MONTBÉLIARD : 5 h 30, Place du Champ de Foire.
BESANÇON : 6 h, Place Battant.
DIJON : 6 h et 9 h, Place du 27e RI (Place de la Foire Internationale).
CHALON : 6 h, au Parking Mammouth.
BORDEAUX : 5 h 30, Place Francis de Pressensé.
ANGOULÊME : 7 h 30, Parking de l'hôpital Girac.
LIMOGES : 4 h 30, Parking Parc des Expositions.
BOURGES : 5 h 30, Centre Nautique.
VIERZON : 6 h, devant le Lycée technique.
ORLÉANS : 8 h, Gare routière (avenue Munster).
TOURS : 7 h 30, Gare routière.
POITIERS : 5 h 30, Place d'Armes.
ANGERS : 8 h, Place Saint Serge.
CHOLET : 7 h, Salle des Fêtes.
SAINT-BRIEUC : 6 h, Champ de Mars.
RENNES : 7 h 30, Champ de Mars.
LORIENT : 5 h 30, Gare routière.
NANTES : 6 h 30, Place Viarmes.
SAINT-NAZAIRE : 5 h 30, Gare SNCF.
ROUEN : 9 h, Gare routière.
LYON : 5 h 30, Place Antonin Poncet.
CLERMONT-FERRAND : 6 h, Gare routière.

Quand le Parti Socialiste mobilise pour la "Sécu"

Pour leur rassemblement sur la Sécurité sociale, le 23 mai à l'hippodrome de Vincennes, les dirigeants de la FNMF, la Fédération Nationale de la Mutualité Française, avaient mis le paquet ! Les appareils syndicaux de la CFDT et de la FEN, surtout, avaient été mis en branle pour la circonstance. La FGAF, Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires, et la JOC avaient également répondu présent. Les organisateurs n'avaient pas manqué non plus d'aménager l'inévitable podium et d'associer discours et concerts, Pierre Perret et Harlem Désir, Karim Kacel et Edmond Maire, tandis que Jospin, Delebarre et Georgina Dufoix représentaient la direction du Parti Socialiste.

Il s'agissait pour les dirigeants de la FNMF, et surtout pour le Parti Socialiste et les organisations syndicales qui lui sont proches, de faire contrepoids, à travers ces appareils divers, à la manifestation réussie par la CGT, le 22 mars dernier, à Paris et encore fraîche dans les mémoires.

Alors combien étaient-ils au juste ? 100 000, comme l'ont dit les organisateurs (et *Libération*), ou 80 000 comme l'a écrit *Le Monde ?* De toute manière, nettement moins que le 22 mars, précisément. Si l'influence du Parti Socialiste dans la société n'est pas qu'électorale, en effet, et passe aussi justement par de puissants appareils dotés de moyens matériels et humains non négligeables, sa capacité de mobilisation — et en particulier sa capacité de mobiliser les travailleurs dans la rue — est sans commune mesure avec celle de la CGT et du Parti Communiste. Même si ce dernier pèse moins aujourd'hui que le PS sur le plan électoral, il garde une autre influence que lui dans la classe ouvrière !

Il faut dire aussi que les thèmes défendus par la FNMF, en particulier lors de ce rassemblement de Vincennes, n'ont rien non plus de très enthousiasmant ! Et on comprend, soit dit en passant, que les organisateurs aient éprouvé le besoin, pour mettre un peu d'ambiance, de faire appel à toute une mise en scène : percussionnistes en combinaison et cagoule blanche à l'appui, rythmant la réunion de leurs roulements de tambours ; tandis que des jeunes gens en survêtement rouge agitaient leurs drapeaux blancs frappés du slogan : *"La Sécu, pas sans nous"* en lettres rouges.

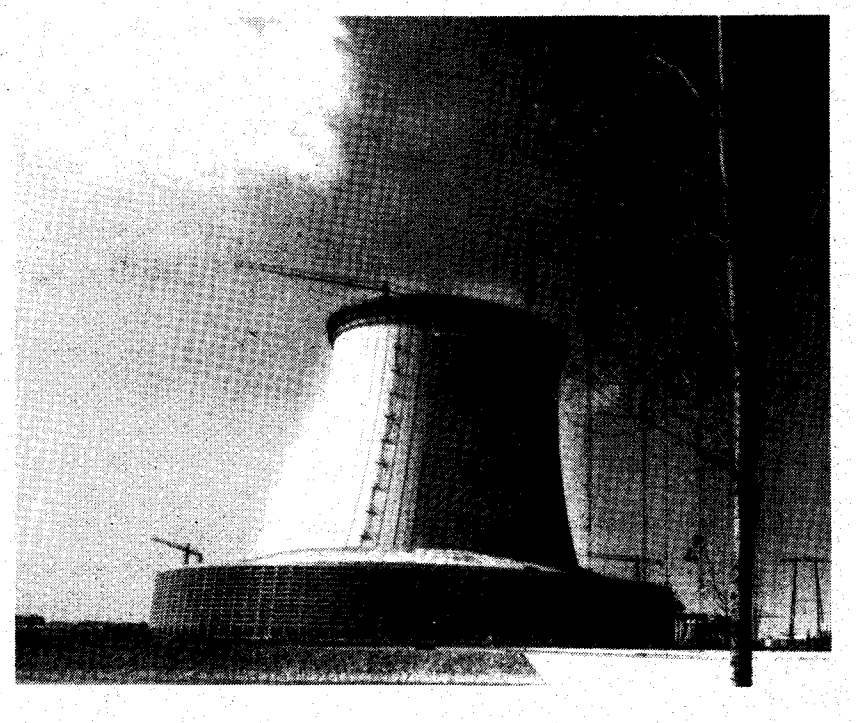
Dans leurs discours, ces dirigeants ont évoqué l'idée, pour boucher le trou de la "Sécu", de créer une *"contribution générale"* sur tous les revenus. Original, comme on voit ! Car même si les revenus de la spéculation financière étaient visés dans leurs discours, les *"revenus du travail"* ne seraient pas non plus oubliés...

Mais surtout, selon la FNMF, il faudrait *"mieux maîtriser les dépenses de santé"*. Certes, Teulade — le président de cette organisation — ne va pas jusqu'à dire, comme le ministre Séguin, que *"les Français doivent choisir entre la viande rouge ou les médicaments"*, mais il propose quand même de *"faire des économies"*.

Il faudrait par exemple, que les *"hospitalisations injustifiées"* soient réduites. Il faudrait ainsi transférer les personnes âgées dans des lieux plus adaptés. (Oui, mais lesquels et avec quels moyens iraient-elles ? Il ne l'a pas précisé, et pour cause !). Ou encore, il faudrait que les prescriptions des médecins et que la consommation des malades diminuent. Bien sûr, les trusts pharmaceutiques poussent à la consommation, mais de là à nous faire admettre que l'essentiel du trou de la "Sécu" viendrait de là et pourrait surtout être résolu de cette manière, il y a de la marge...

Mais la FNMF ne croit sans doute pas elle-même avoir découvert là le remède de cheval qui remettrait la Sécurité sociale sur pied. Une "Sécu" qui est malade surtout de la maladie générale de la société capitaliste, c'est-à-dire du chômage et de la crise. Il s'agissait pour la FNMF de se remettre en piste sur cet hippodrome de Vincennes... pour les prochaines discussions entre gestionnaires et pouvoirs publics. *"La Sécu, pas sans nous"*, disent-ils. Mais pour la lutte c'est pas sur eux qu'il faut compter.

Frédéric FERRIERES



PROJET DE POUBELLE NUCLÉAIRE DANS LES DEUX-SÈVRES

Mieux vaut l'ANVAIR que l'ANDRA

Le 20 mars, l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) annonçait que le Segréen était l'un des quatre sites possibles pour le stockage de déchets hautement radioactifs, avec les Deux-Sèvres, l'Ain et l'Aisne.

Dès le 26 mars, à l'appel de militants du PSU et de l'association Anjou Ecologie Autogestion, une réunion regroupait une vingtaine de personnes, qui cherchaient à manifester leur désaccord contre ces décisions et, si possible, à organiser la riposte de la population. En effet, l'ANDRA et les autres services officiels s'étaient bien gardés jusque-là d'informer la population de leurs intentions, et encore moins, bien sûr, de lui demander son avis. Alors, la première tâche consistait à informer des problèmes posés d'une part par les produits radioactifs, d'autre part par les méthodes prévues pour leur stockage.

Mi-avril, une centaine de personnes participaient à un premier meeting, préparé par des petites réunions dans les villages avoisinants, annoncé par affiches et distributions de tracts sur les marchés. Une association se crée : l'ANVAIR, Association vers l'action et l'information contre les déchets radioactifs. A la même période commence à circuler une pétition demandant le retrait pur et simple du projet. Aujourd'hui, cette pétition rassemble plus de 7000 signatures de la région.

Le 6 mai, 650 personnes ont participé à Segré à un second meeting organisé par l'ANVAIR, avec la présence d'un militant écologiste de La Hague bien connu, Didier Anger.

Dans cette région particulièrement frappée par la crise et le chômage, les élus du coin sont plutôt dans l'expectative. Monnier, maire d'Angers, a déclaré que lui, le nucléaire, ça ne l'empêchait pas de dormir. Le maire, PS, de Noyant-la-Gravoyère, Dupuis, a dans un premier temps refusé de faciliter la diffusion des informations de l'ANVAIR, alors même que toute la publicité était faite aux projets de l'ANDRA. Pas question non plus qu'il laisse utiliser le matériel de sa mairie pour sortir les tracts. Mais le 6 mai, devant les 650 participants du meeting, il a changé d'avis, autorisant publiquement l'utilisation de ses photocopieuses...

Illustration sans doute de la façon dont un élu PS peut jouer les girouettes, quand il craint pour son image de marque électorale !

DROIT D'ASILE

Selon que vous serez basque ou escroc

L'ancien PDG du casino Ruhl de Nice, Jean-Dominique Fratoni, sera-t-il ou non extradé de Suisse vers la France où il est en compte avec la justice ? Ca dépend ! En tout cas, une jolie bataille procédurière semble engagée.

En effet, si le gouvernement suisse, comme son homologue français, a bien ratifié la Convention européenne d'extradition de décembre 1957, il en a jusqu'à maintenant exclu les personnes poursuivies pour délits financiers (tradition nationale oblige). Or, c'est justement ce genre de délit qui est reproché à Fratoni, délit pour lequel il a été condamné en France à douze ans de prison et 410 millions d'amende.

Ah, si Fratoni était un quelconque réfugié politique ou un simple travailleur immigré, il y a bon temps que les autorités helvétiques lui auraient filé un billet pour Paris.

A.S.

Flunch : ça pue le racisme

Une radio locale de Rouen, Radio-Figue, animée par de jeunes Beurs, avait reçu plusieurs appels d'auditeurs disant que la direction du Flunch (une cafétéria du centre ville) refusait les immigrés et qu'un portier était posté à l'entrée avec la consigne de ne pas laisser entrer les Maghrébins et les Africains.

Cinq animateurs maghrébins de Radio-Figue et une jeune fille européenne se sont donc rendus au Flunch, après avoir averti un huissier de leur démarche (avec l'aide de la Ligue des droits de l'homme).

Effectivement, à l'entrée, le portier laissa entrer la jeune fille mais refoula les Beurs. Mais cette fois-ci, le patron du Flunch était pris en flagrant délit et, suite au constat d'huissier, une enquête de police a été ordonnée par le procureur de la République.

Radio-Figue et la Ligue des droits de l'homme ont dénoncé publiquement de telles pratiques lors d'une conférence de presse : le fait a été rapporté par FR3-télé et a fait le tour de la ville. Et d'ores et déjà, les antiracistes de la ville ont déserté ce lieu !

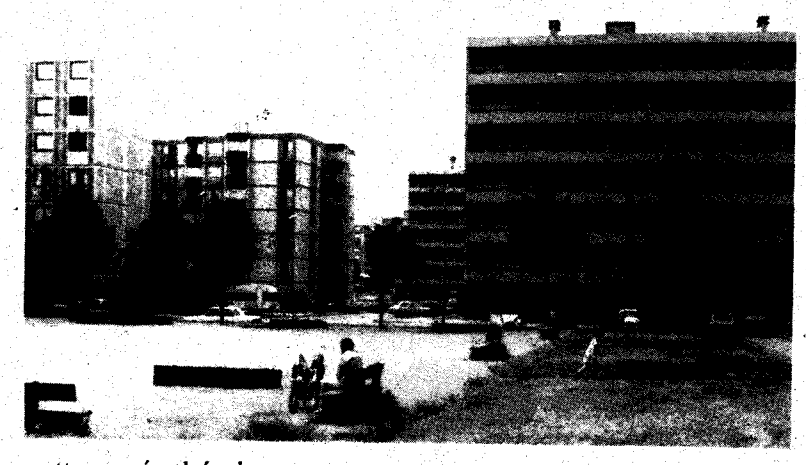
Plusieurs dizaines de personnes se sont donné rendez-vous aux heures d'affluence pour dénoncer les méthodes ségrégationnistes de cet établissement et inciter les gens à ne plus s'y rendre.

HLM

Pas de hausse officielle en juillet mais des hausses déguisées, et pas modérées !

Les loyers des HLM ne devraient pas augmenter le 1er juillet prochain, comme il en avait été un moment question. C'est du moins ce qui ressort des mesures annoncées par Méhaignerie, le ministre du Logement, lors du 48e congrès des organismes HLM, à Grenoble, le 25 mai dernier.

Le ministre a annoncé en effet qu'il avait concédé quelque 500 millions de francs d'aide. De quoi *"alléger la dette des HLM"* et venir en aide à ceux de ces organismes dont *"la situation sera la plus difficile à cause de l'absence d'augmentation des loyers au 1er juillet"* !



Les organismes propriétaires et gestionnaires des HLM, avec à leur tête l'ancien ministre socialiste du Logement, Quilliot, qui menaçaient, pour leur part, d'augmenter de 10 % les loyers, en application... de la loi Méhaignerie, précisément, pourront donc économiser leurs discours hypocrites de "gestionnaires-obligés-de-faire-les-poches-des-locataires-pour-que-survivent-les-HLM"....

Méhaignerie n'a pas eu envie, visiblement, de porter pour sa part le chapeau d'une nouvelle hausse, alors même qu'il a, au début de l'année, exhorté les propriétaires à ne pas dépasser le seuil maximum de 3 % de hausse dans l'année. Une hausse de 3 % qui a précisément été déjà appliquée dans la plupart des HLM dès le 1er janvier dernier.

Méhaignerie a donc débloqué quelques crédits. Mais voilà des années que l'Etat diminue ses aides au logement social tandis que les banques, elles, continuent d'exiger le versement des intérêts des capitaux qu'elles ont prêtés pour construire ou pour réparer ces logements, à l'époque où le loyer de l'argent était élevé. Et c'est d'autant plus un problème que l'argent manque dans les caisses des HLM, comme il manque dans les poches des locataires : c'est-à-dire de plus en plus.

DERRIERES LES LIMITATIONS OFFICIELLES, LES HAUSSES DEGUISEES

Et puis, derrière les hausses officielles — pas plus de 3 % cette année théoriquement — il y a en réalité d'ores et déjà toute une série de hausses déguisées.

D'après le journal *L'Humanité*, par exemple, les locataires de l'Office des HLM de Paris seraient frappés d'un surloyer abusif de l'ordre de 500 F. Au nom de travaux de réhabilitation de l'immeuble (amélioration du confort, modernisation du chauffage, des sanitaires...), l'Office fait payer aussi aux locataires des travaux de gros entretien, normalement à la charge du propriétaire. En fait de réhabilitation, il s'agit surtout de réhabilitation des quittances.

De nombreux locataires d'HLM ou logements à loyers dits "modérés" ont vu leur quittance augmenter brutalement — et pas seulement à Paris ! — à la suite du vote de la loi Méhaignerie, et parfois même sans attendre la parution des décrets d'application. En banlieue, par exemple, on a vu des logements libérés de leurs occupants reloués à de nouveaux arrivants avec des écarts qui vont du simple au double.

Mais le prétexte le plus utilisé est celui de "travaux" ; le scénario est désormais connu : on reçoit un questionnaire sur ses ressources, on voit venir des ouvriers qui refont l'installation électrique de la cage d'escalier puis... une notification d'augmentation de loyer !

Certains locataires en sont réduits à refuser des travaux qui ont parfois tout du prétexte à la hausse. Ainsi, à Paris, dans le groupe Manin-Serrurier, en février dernier, une centaine de locataires avaient été déférés devant les tribunaux pour avoir refusé des travaux qui devaient préluder à une augmentation de 50 % : les locataires estimaient, en effet, que l'Office n'avait pas inventé l'eau chaude et qu'ils n'avaient pas attendu son bon vouloir pour poser, eux-mêmes et à leurs frais, les ballons dont ils avaient besoin.

Autre cause d'augmentation : le décret sur les HLM qui modifie le système de récupération des charges locatives, instituant officiellement la prise en charge du salaire des gardiens par les locataires. Mais comme, bien entendu, les organismes HLM ne faisaient pas cadeau jusqu'à présent de ce salaire aux locataires et l'incluaient dans leurs frais de gestion, désormais ils réussissent cette prouesse de faire payer deux fois la même chose !

Et ce n'est pas tout. Sous prétexte que des locataires disposent de salaires dépassant les plafonds, les HLM se mettent, comme Méhaignerie leur en donne la possibilité maintenant, à appliquer des surloyers à des locataires qui ne sont pas tous, loin de là, des nantis. Quant à ceux dont les revenus sont les plus bas, la baisse constante des montants de l'Aide Personnalisée au Logement et des plafonds d'attribution de cette APL font que la part du loyer restant à leur charge augmente souvent. Dans ce cas, l'organisme HLM n'est pour rien dans la hausse qui s'ensuit, mais cela n'en rend pas plus légère l'addition...

Au total, avec les augmentations pour travaux, les transferts de charges et les surcharges, les hausses locatives dépassent largement les prévisions de Balladur en matière d'inflation. Et Méhaignerie peut venir, la main sur le cœur, jouer les adversaires des "hausses abusives", il reste que les loyers s'envolent pendant que les salaires des travailleurs stagnent.

Viviane LAFFONT

"Le Figaro" pour la nationalisation des tâches domestiques

"Déclarer une employée de maison demande non seulement de la vertu civique, mais également une compétence mathématique qui n'est pas donnée à tout le monde". C'est sur ce cri d'angoisse que s'ouvre le dossier brûlant du *Figaro-Madame* de samedi dernier : sa campagne pour le droit à déduire de l'impôt sur le revenu, *"au moins partiellement"*, les sommes versées en salaires et charges aux employés de maison.

Il s'agit, pour *Le Figaro*, d'*"un véritable problème de société"*; en effet, les employés déclarés sont de moins en moins nombreux dans la région parisienne ; or la raison n'en est évidemment pas la baisse en vingt ans du niveau de vie des employeurs *(Le Figaro* lui-même le dit). Conclusion du journal : les riches malhonnêtes économisent sur les charges sociales, pourquoi les riches honnêtes devraient-ils s'appauvrir en ne bénéficiant pas en compensation d'une petite ristourne sur les impôts ?

C'est donc ce que réclame la *"minorité doublement exaspérée"* qui déclare ses employés de maison ! Exaspérée parce qu'elle *"a l'impression que l'honnêteté minoritaire est aujourd'hui une imbécillité"*. Exaspérée aussi d'avoir à user les yeux fatigués de ses comptables à remplir les casse-tête chinois, voire pires, des diverses et fourbes caisses de Sécurité sociale. Car ce sont les bourgeois que cela fatigue de se faire faire leur ménage par les autres, évidemment.

Alors, ils demandent une déduction annuelle de leurs revenus imposables pouvant aller jusqu'à 50 000 F par an. Et ce n'est pas qu'une idée du *Figaro-Madame,* puisque cette proposition est soutenue par *"soixante-douze députés et quatre sénateurs"* parmi lesquels se trouvent *"d'anciens et futurs ministres et des ministres actuels"*, ainsi que par la CGC.

Bref, ces bourgeois aimeraient bien se faire faire leur ménage aux frais de l'Etat.

Des noisettes pour les écureuils

A partir du 1er juin, il sera possible de déposer 80 000 F sur les livrets A au lieu de 72 000 F aujourd'hui. C'est Balladur qui l'a annoncé au congrès national des Caisses d'épargne Ecureuil.

Tout cela pour donner un coup de pouce à l'épargne populaire, qui stagne depuis plusieurs années et qui cette année recule même de 0,5 % en francs constants.

S'il est vrai que c'est la Bourse qui fait une concurrence déloyale aux caisses d'épargne, et que certains, au lieu de confier leurs économies à l'Ecureuil, achètent des actions, alors Balladur n'a qu'à relever les taux d'intérêts versés par les caisses d'épargne, le malheureux 4,5% ne pouvant soutenir la comparaison avec les plus minables SICAV qui rapportent quand même 12 à 15%.

Mais le problème, c'est surtout que la grande majorité de la population laborieuse a tout simplement de moins en moins la possibilité d'épargner car le pouvoir d'achat des salariés ne fait que baisser depuis cinq ans. En 1982, les ménages épargnaient en moyenne 16% de leurs revenus et aujourd'hui ils n'en épargnent (toujours en moyenne) que 13%.

Si bien que la mesure de Balladur ne risque pas de faire des miracles : il ne suffit pas d'avoir le droit de déposer de l'argent, il faut encore avoir de l'argent à déposer !

Une bonne augmentation de salaire serait autrement plus efficace pour permettre, entre autres, de donner des noisettes aux Ecureuils. Mais Balladur, lui, il veut épargner les patrons...

Le luxe meilleur marché pour ceux qui ont les moyens !

Lundi 25 mai, les représentants de l'industrie de luxe ont pleuré misère en présence de Balladur, le ministre de l'Economie, qui n'a pas manqué de compréhension.

Pensez donc, cette année, l'augmentation du chiffre d'affaires des 70 établissements les plus huppés n'a été en moyenne que de 7,7%, alors que les années précédentes l'augmentation était toujours à deux chiffres. Le journal *Les Echos* précise que cette année *"la pilule est amère"*, même si le chiffre d'affaires de l'industrie de luxe a augmenté davantage que celui de l'industrie tout court.

Balladur, touché, a tout de suite mis un peu de baume sur ce gros malheur en promettant une réduction progressive du taux de TVA, à l'heure actuelle à 33%, sur les produits de luxe.

S'il manque ensuite des sous à l'Etat pour boucler son budget, il n'aura qu'à augmenter les taxes sur l'essence et autres produits de consommation courante : beaucoup plus de gens sont bien obligés de les acheter et ce sera tout bénéfice pour lui.

Les bourgeois paieront leurs fredaines 10, 20 ou 25% moins cher et les autres paieront une fois de plus pour eux !

CHEMINOTS

La réunion des "Assises unitaires de la base"

Samedi 23 mai se sont réunies à Saint-Denis les "Assises unitaires de la base" appelées par le Comité national de liaison des cheminots qui se présente comme l'émanation de l'ex-coordination des agents de conduite. Pendant toute la journée, les 170 cheminots présents venus d'une trentaine de secteurs de différentes régions ont débattu du bilan à tirer de la grève de décembre-janvier et des moyens de préparer les prochaines luttes.

Au cours de la journée, que ce soit en assemblée générale ou dans les différentes commissions, les débats ont reflété les préoccupations des cheminots qui veulent que ça change : comment riposter aux sanctions, comment réaliser l'unité dans la lutte de toutes les catégories de cheminots, quelles revendications avancer, qu'est-ce qu'un comité de grève, comment le créer, pourquoi une coordination, comment les travailleurs peuvent-ils contrôler leur mouvement, comment se situer par rapport aux organisations syndicales.

Que 170 cheminots d'opinions politiques et d'appartenances syndicales différentes puissent discuter de toutes ces questions en dehors des cadres syndicaux est certainement un acquis de la dernière grève, et non des moindres. Car, ce qui est à l'ordre du jour, à la SNCF, comme ailleurs, pour tous les travailleurs conscients, c'est la préparation des prochaines luttes et la manière dont les travailleurs vont pouvoir garder le contrôle sur ces luttes.

Le problème est donc de faire en sorte que les prochaines luttes ne puissent pas être détournées, canalisées et trahies par les organisations syndicales. Et donc que les travailleurs puissent contrôler leur mouvement du début jusqu'à la fin en se donnant une direction capable de résister aux pressions du corporatisme et des appareils syndicaux.

Cette conclusion a été tirée, explicitement, par beaucoup de participants aux "Assises unitaires de la base", y compris nombre des anciens de la coordination des agents de conduite. D'autres cependant ont manifesté beaucoup de crainte de se couper des directions syndicales, crainte révélée par le changement de dernière minute dans la motion adoptée par les assises, édulcorée au dernier moment pour éviter d'être trop critique vis-à-vis des directions syndicales. Cette orientation avait d'ailleurs été ouvertement exprimée dans l'appel pour les assises dont l'un des buts était "pour l'unité syndicale". Il y avait là un écho de l'ambiguïté qui fut celle de la coordination des agents de conduite durant la grève, acceptant en fait d'être plus ou moins le porte-parole de la CFDT (y compris lorsque celle-ci mit fin d'une manière toute bureaucratique à la grève).

L'ambiguïté était aussi sur un autre chapitre. Tout le monde, aux assises, était d'accord pour dénoncer la division entre catégories et pour souligner l'importance d'une coordination intercatégories... pour le prochain mouvement. Pourtant les organisateurs des assises, anciens de la coordination des agents de conduite, qui avaient explicitement invité toutes les fédérations syndicales (seule la CFDT s'était fait représenter), n'avaient pas jugé bon d'associer l'ancienne coordination intercatégories à leur initiative. Et si un certain nombre des animateurs de cette dernière, dont Daniel Vitry, étaient présents, et ont largement pris part aux débats, c'est en observateurs, parce qu'ils avaient tenu à montrer une nouvelle fois que le sectarisme ou le corporatisme n'étaient certainement pas de leur fait.

Il y a donc peut-être, chez un certain nombre des animateurs du Comité national de liaison des cheminots, encore des pas à faire pour mettre en accord les paroles et les actes. Et s'il est indubitablement positif de se prononcer pour mettre à bas les cloisons catégorielles, c'est dans les mouvements, et pas seulement après ceux-ci, qu'on peut juger de la réelle volonté de le faire.

Mais quoi qu'il en soit, il est extrêmement positif que des dizaines de cheminots, de différents secteurs et différentes catégories affirment leur volonté de préparer les futurs mouvements, de faire en sorte que ceux-ci se déroulent dans les meilleures conditions, qu'ils soient réellement pris en charge par les grévistes, démocratiquement, et dépassent les cadres corporatistes, principales entraves de la grève de décembre-janvier dernier.

Confirmation

Samedi dernier, la direction a tout bonnement fait annuler le train de 15 h 10 pour Rambouillet plutôt que d'accepter que l'un de nos camarades ADC prenne son service et ainsi refuse la journée de mise à pied qu'elle lui avait infligée pour ce jour-là.

Pendant la grève, ce camarade avait, avec d'autres, diffusé un tract mettant en garde les usagers sur la façon dont la direction prenait des libertés avec la sécurité de tous. C'est pour cette raison qu'elle l'a sanctionné ainsi qu'un camarade de la réservation.

Samedi dernier, la direction a une nouvelle fois démontré qu'elle ne faisait pas grand cas des usagers.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *SNCF*
de Montparnasse (Paris)

LA MORT DE VIVIANE BORDERIE, LE 23 MARS DERNIER

On attend toujours l'inculpation des contrôleurs SNCF

Un mois après la reconstitution des faits qui ont coûté la vie à l'infirmière de l'hôpital Sainte-Anne à Paris, il n'y a toujours pas d'inculpation.

Pourtant la reconstitution avait fait ressortir la cohérence des déclarations du principal témoin, la jeune femme zaïroise, ainsi que celle des jeunes présents sur le quai, déclarations contre les contrôleurs notamment contre celui qui aurait repoussé Viviane Borderie en arrière, provoquant sa chute mortelle. Inversement les témoignages présentés par la SNCF s'étaient révélés pour le moins douteux, sans parler de certains détails invraisemblables. On avait d'ailleurs eu la surprise de voir apparaître à cette occasion un troisième contrôleur se prétendant témoin alors que la jeune femme zaïroise a toujours affirmé qu'il n'y avait que deux contrôleurs présents dans le compartiment au moment du drame.

Il se trouve que ce troisième contrôleur est un délégué CGT, signataire d'un tract CGT couvrant les contrôleurs impliqués au point de traiter cette affaire de "campagne de calomnies" et d'apprécier l'attitude adoptée par la direction SNCF dédouanant ces contrôleurs.

A l'hôpital Sainte-Anne, le Comité mobilise toujours autant d'amis et de collègues de Viviane Borderie, fermement décidés à ne pas lâcher prise tant que la vérité sur cette mort inadmissible ne sera pas reconnue officiellement par un procès.

Depuis la reconstitution, le Comité a continué toutes ses activités. La pétition, d'un millier de signatures recueillies sur l'hôpital, a été portée collectivement à l'Elysée. Le Comité a continué ses démarches pour trouver des témoins supplémentaires. Et des diffusions de tracts ont été faites à nouveau dans les gares et les trains de la ligne Paris-Evry, pour informer les usagers des suites de l'affaire.

D'autre part, le Comité pour la vérité sur la mort de Viviane Borderie appelle à un rassemblement de protestation jeudi 4 juin à 18 h devant la gare St-Lazare, place de Budapest, près du siège de la direction SNCF. Un certain nombre d'organisations antillaises, anti-racistes, ou syndicales se sont jointes à l'appel pour ce rassemblement.

Correspondant LO

Il y a un an, Benjamin Tsila mourait à cause d'un contrôle SNCF

Le 2 juin 1986, en gare de Vigneux, sur la même ligne de banlieue que Viviane Borderie, un voyageur congolais, Benjamin Tsila, marié et père de cinq enfants, trouvait la mort dans des conditions qui n'ont toujours pas fait l'objet d'une réelle enquête judiciaire, malgré des témoignages accablants contre des contrôleurs.

D'après la dizaine de témoins qui ont déposé auprès de la police et d'après ce que certains ont raconté directement à sa famille et à ses amis, Benjamin Tsila était allé lui-même voir les contrôleurs du train parce qu'il n'avait pas pu composter son billet en gare de Lyon, la machine étant en panne. Refusant de montrer un minimum de compréhension, les contrôleurs auraient alors voulu lui dresser un procès-verbal. Monsieur Tsila essayant de les convaincre de sa bonne foi, la discussion se poursuivit jusqu'à la gare de Vigneux où il voulait descendre. Il proposa alors aux contrôleurs de descendre avec lui sur le quai comme cela se fait souvent. C'est alors que les contrôleurs essayèrent de l'empêcher de descendre, en utilisant la force. L'un des contrôleurs le retenant par le bras, Benjamin Tsila a été traîné le long du quai et mortellement blessé.

Depuis, silence, pas de reconstitution, les deux contrôleurs impliqués n'auraient été convoqués pour la première fois par le juge d'instruction qu'en février et mars derniers. Quant aux témoins, ils n'avaient pas été convoqués jusqu'à ces dernières semaines. Deux ou trois viennent juste de l'être, paraît-il.

La famille et les amis de Benjamin Tsila veulent que la lumière soit faite sur sa mort et que les responsabilités soient déterminées. Pour cela ils lancent un appel pour que des témoins supplémentaires se manifestent.

CHÂTEAU-THIERRY AISNE

La protestation des usagers de la SNCF continue

Les comités d'usagers de la SNCF continuent à protester contre la suppression des abonnements pour les usagers venant de villes relativement éloignées pour travailler à Paris tous les jours.

Jeudi 21 mai, une journée de blocage des trains était organisée ; elle était diversement suivie selon les régions, mais avec deux points forts : Rouen et Château-Thierry.

A Château-Thierry il était décidé de bloquer pendant une demi-heure tous les trains en direction de Paris, et il y a eu jusqu'à 250 usagers pour bloquer le train de 6 h 52.

C'est qu'à la réunion qui avait eu lieu le mardi 19 mai entre la SNCF et les représentants d'une trentaine d'associations de consommateurs et de comités d'usagers, la SNCF avait confirmé qu'elle maintenait la suppression des titres d'abonnement I et III, et un haut responsable déclarait que les usagers devront payer le prix fort, et que ceux qui ne pourront pas payer le voyage pour aller travailler n'ont qu'à s'inscrire à l'ANPE. Si pour les anciens abonnés, l'abonnement actuel doit continuer encore quelques mois, le nouvel abonnement (beaucoup plus cher) entrera en application dès le 1er juillet 1987 pour les nouveaux abonnés.

Nous savons qu'il sera dur de faire reculer la SNCF et beaucoup de ceux qui ont participé à ces premières manifestations disent qu'il faudra taper encore plus fort. Mais dans les villes de "grande banlieue", des comités se créent, et nous pensons être de plus en plus nombreux pour les luttes à venir.

télé-sport

ROLAND-GARROS

Avantage... au fric

Leconte n'est pas bon. Mac Enroe a mal au dos. Tout, tout, tout, on saura tout sur le tennis. Roland-Garros, "l'événement médiatique du mois" envahit à nouveau le petit écran jusque sur les quais et les couloirs du métro parisien! Et TF1 retransmet en différé jusqu'à une heure avancée de la nuit (100 heures programmées au total).

Somme toute, voir évoluer les virtuoses de la raquette, change de *Dallas* ou de *Supercopter!*

Mais pendant ce temps, dans les coulisses de l'exploit, derrière les échanges de balles, les lifts, les smashes et les revers du premier plan, d'autres échangent les milliards.

Car, avec 300 000 spectateurs et des millions de téléspectateurs dans plus de 36 pays, il y a là un "marché" qui fait saliver plus d'un publicitaire et rêver plus d'une marque de chemisettes, d'automobiles ou autres.

A Roland-Garros, comme ailleurs en effet, tout s'achète et tout se vend. Les tentes du "village" d'abord: 200 000 francs les quinze jours. (Le camping est cher à Auteuil!). Les terrasses qui entourent le court n° 1 ensuite, pour le même prix. Les panneaux publicitaires également, bien sûr — ceux que les organisateurs louent sur le Central et que balayent les caméras de la télévision quand Lendl ou Noah se concentrent — rapportent 500 000 francs pour quinze jours. N'oublions pas, non plus, le programme officiel de Roland-Garros (tiré à 55 000 exemplaires) et le quotidien (tiré à 120 000 exemplaires) où le prix de la page de pub oscille entre 40 et 110 000 F.

Les sponsors se battent pour apposer leur griffe sur les serviettes dans lesquelles s'épongeront les joueurs, sur les coussins où le public pourra poser ses fesses ou encore sur les bobs qui serviront de couvre-chefs aux spectateurs et chaque centimètre carré filmable par la télévision vaut son pesant d'or. Tandis que la télé, elle aussi, paye des droits pour filmer.

Résultats: un chiffre d'affaires de 100 millions de francs pour les organisateurs et un fric qui s'affiche à tout va.

Balle de match pour le business, c'est ça aussi, Roland-Garros.

F.F.

PLATINI

Transfert

Publiques ou privées, les chaînes de télévision continuent de s'arracher les vedettes pour drainer le public devant leurs émissions et, bien sûr... leurs spots publicitaires.

Dernier en date des gros transferts: Platini. Entrepris par *La 5,* pressenti par *A2,* il a finalement été acheté — cher paraît-il — par *La Une.*

Il paraît que pour marquer le but décisif, Bouygues a dû promettre de financer la fondation que Platini patronne pour lutter contre la drogue.

Evidemment, le roi du béton ne s'est pas pour autant transformé en doux angelot au cœur d'or, parce qu'une partie de sa fortune immense va servir à quelque chose d'utile: en l'occurrence lutter contre la propagation de la mauvaise herbe.

Ce qu'il ne faut pas faire, tout de même, pour entasser les briques!

films

"Radio days" *de Woody Allen*

L'année 1943 aux Etats-Unis, à Rockaway, dans une famille juive où on n'est certes pas Rothschild: des instants, des émotions, des anecdotes, pas vraiment une histoire à raconter, mais un enchevêtrement de souvenirs évoqués par Joë, qui était un gamin à l'époque — c'est ainsi que se présente le nouveau film de Woody Allen. Il a beaucoup de charme.

La gaieté et l'humour (aux dépens de la religion, notamment) se mêlent étroitement à la tristesse et à l'amertume de ces tout petits bourgeois frustrés. Joë a reçu pas mal de torgnoles, mais il est arrivé aussi à ses parents de se souvenir qu'ils l'aimaient. Joë se souvient même d'une occasion, une seule, où il les a vus s'embrasser... C'était le bonheur!

Dans la nostalgie de Joë, les chansons qui passaient à l'époque à la radio tiennent une grande place: car la radio est le personnage central. Chaque membre de la famille avait son émission préférée, chacun se passionnait pour tel ou tel animateur ou animatrice. Pour Joë, c'était "le Vengeur masqué" tonnant avec virilité: *"Prenez garde, malfaiteurs, où que vous soyez!";* pour l'oncle Abe, c'était le présentateur de chroniques sportives édifiantes; pour la mère, les potins mondains à l'heure du petit déjeuner; pour la tante Bea, qui rêvait au Prince Charmant et qui était toujours déçue, c'était les chansons...

Tante Bea était comptable, elle fantasmait sur un mari riche et beau. Le père était chauffeur de taxi: il le cachait à son fils, il en avait honte. La mère et la tante Ceil soupiraient à l'évocation des night-clubs et des endroits de luxe dont parlaient les vedettes de la radio. Tous s'évadaient dans l'univers parallèle proposé sur les ondes, et bien sûr suivaient avec ardeur les jeux qui faisaient miroiter l'espoir de décrocher le gros lot — même les cambrioleurs en pleine action: mais cela, c'est le gag par lequel s'ouvre le film, et qu'on ne va tout de même pas raconter.

On pense au précédent film de Woody Allen, *La rose pourpre du Caire,* où c'était le cinéma qui ouvrait la voie de l'évasion hors d'une triste existence.

Pourtant, si la radio envahit la vie des gens au point de les faire bêtifier par moments, si les émissions et les jeux que l'on entend sont carrément débiles, on voit bien aussi que ces gens n'en sont prisonniers que dans la mesure où ils le veulent bien et ne sont pas vraiment dupes. On voit aussi qu'elle peut servir à autre chose qu'à abrutir, qu'elle élargit l'univers de cette famille ordinaire (1943, on est tout de même en pleine guerre mondiale!), qu'elle les ouvre aux drames des autres. *Radio days,* c'est la nostalgie de Joë pour son enfance, la nostalgie devant la vie qui passe; c'est aussi peut-être la nostalgie de ce que pourrait offrir la boîte magique, la radio, ou la télévision aujourd'hui, pour enrichir les êtres humains autrement qu'avec les trois sous des cagnottes et autres jack-pots.

Christiane LE GUERN

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

L'ARNAQUEUR
de Robert Rossen

Grandeur et décadence d'un joueur de billard qui, après avoir vécu en plumant des amateurs, décide d'affronter un véritable champion. Avec Paul Newman.
Reflet Logos Médicis 5e (vo).

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Balzac 8e (vo), La Bastille 11e (vo), Français 9e, Montparnos 14e.

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des plus grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la Première Guerre mondiale.
Cinoches 6e (vo) à 14 h 10.

HENRY V
de Laurence Olivier

La pièce de Shakespeare qui raconte l'histoire de ce roi anglais qui infligea à la chevalerie française la monumentale débâcle d'Azincourt.
Panthéon 5e (vo).

LES ENFANTS DU SILENCE
de Randa Haines

Les relations qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds, combattant pour que les adolescents dont il s'occupe arrivent à parler et à s'intégrer à part entière au monde des "normaux", et une jolie, énergique sourde-muette, qui veut, elle, que les entendants apprennent son langage à elle et la respectent.
Gaumont les Halles (vo), Hautefeuille 6e (vo), Gaumont Ambassade 8e (vo), Paramount Opéra 9e, La Bastille 11e, Miramar 14e, Convention St-Charles 15e.

PLATOON
de Olivier Stone

1967-1968. Au travers de la vie quotidienne d'un engagé volontaire au Vietnam, l'horreur de cette guerre que les USA menèrent et perdirent — pour essayer de maintenir leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Ce film montre la dégradation des hommes qui ont participé aux massacres et aux tortures.
George V 8e (vo), Marignan 8e (vo), Français 9e, Maxéville 9e, Galaxie 13e, Mistral 14e, Montparnasse Pathé 14e, Forum Arc-en-Ciel 1er.

L'AUTRE MOITIÉ DU CIEL
de Manuel Guttierez Aragon

La vie d'un petit village en Espagne, à la fin des années 1950. Puis, Rosa part pour la capitale, Madrid, où après nombre de difficultés, elle connaîtra l'ascension sociale en tenant un restaurant à la mode. Son itinéraire nous permet de connaître différents milieux sociaux des années 1950 à la fin du franquisme. **Latina 4e (vo).**

MISSION
de Roland Joffé

Au XVIIIe siècle, en Amérique du Sud, un mercenaire repenti et un Jésuite construisent une mission où vivent des Indiens Guaranis. La communauté s'affronte aux marchands d'esclaves espagnols et portugais.
Châtelet Victoria 1er (vo), Elysées Lincoln 8e (vo), Lumière 9e.

films

"Gauguin : le loup dans le soleil"

Ce film raconte une année de la vie du peintre Gauguin : l'année 1893-94, qu'il passa à Paris entre deux séjours à Tahiti. A cette époque, il connut bien des déboires.

Il arriva alors dans la capitale avec une charrette pleine de tableaux qu'il espérait vendre pour payer son voyage de retour dans les îles du Pacifique. Mais on se moquait d'un homme qui osait peindre un cheval rouge vif et qui donnait aux objets — comme il le disait lui-même — les couleurs vives qu'il sentait et non celles qu'il voyait.

Le marchand de tableaux Vollard refusa ses œuvres mais marchanda âprement des tableaux que le peintre ne voulait pas céder car c'était les derniers souvenirs qui lui restaient de son ami Van Gogh. Il dut finalement s'en séparer pour retourner finir sa vie dans le seul monde qu'il jugeait habitable : Tahiti.

"Cet homme vivait comme un loup", déclare, au début du film, le peintre Degas, que l'on nous présente comme un grand bourgeois fortuné, un des rares acheteurs de Gauguin, mais ô combien distant tout de même !

Henning Carlsen, le metteur en scène, nous décrit plus Gauguin comme un "loup" triste et solitaire que comme un loup sauvage et révolté. Et malgré le titre, le soleil n'est guère présent dans ce film, sans doute réalisé avec de petits moyens et tourné surtout dans des décors intérieurs.

Mais il nous montre tout de même que Gauguin était aussi un homme capable de distraire quelques moments de sa chère peinture pour aller, par exemple, trouver le ministre des Colonies et casser une table de verre avec sa canne pour le forcer à écouter une description des exactions de la police coloniale à Tahiti.

Ce film vaut d'être vu, ne serait-ce que parce qu'il donne envie d'en savoir plus sur un des plus grands peintres modernes ; sur un homme qui disait que la société sauvage était la société européenne de son temps...

Alain LEMOINE

lires

RÉÉDITION EN POCHE

"Journal d'une fille de Harlem"

Ce livre fut publié en 1970. L'auteur avait travaillé quinze ans dans les services de l'Assistance publique américaine. C'est de son expérience qu'il a tiré ce récit qui met en scène la vie d'une famille noire américaine, vue avec les yeux d'une jeune fille de quinze ans. De ce fait, si cette famille est imaginaire, les événements de cette chronique sont empruntés à la réalité. Cela dit, le livre se lit comme un roman et il est souvent poignant du fait même que nous partageons les soucis de la famille comme les rêves de la jeune fille.

Dans cette famille noire, c'est la mère, sans travail, qui est chef de famille. Le budget domestique dépend entièrement du bon vouloir de l'Assistance publique, qui assure nourriture, loyer, vêtements, frais de scolarité.

Ces Noirs assistés vivent à part dans un monde clos, sous le contrôle des inspecteurs de l'Assistance publique et... du calepin noir où ils notent leurs besoins et où ils consignent les réponses à leurs questions insidieuses et pesantes. Il suffit que le père d'un des enfants réapparaisse une journée... et l'aide peut disparaître.

A vivre dans des immeubles toujours sales, entassés les uns sur les autres, la plupart perdent espoir et courage. Les plus jeunes y trouvent encore moins facilement leur place. Les plus faibles se réfugient très tôt, à douze ou treize ans, dans la drogue ou la prostitution, pour avoir le sentiment, même sous cette forme dégradée, d'appartenir à un groupe humain.

Tout cela, c'est ce que constate A.N., la jeune fille témoin de cette misère. Elle résiste mieux. Elle finira par espérer s'en sortir, grâce à son goût des livres et sa réussite scolaire. Et sa mère retrouve un peu de fierté quand elle la voit s'enquérir d'un travail, et non pas de l'aide de l'assistance, pour payer le billet de train qui la conduira bientôt vers l'université.

Ce livre a été écrit il y a quinze ans. On pourrait penser que la situation des Noirs américains s'est améliorée. Ce n'est pas tellement sûr. En 1960, 55 % des familles noires vivaient en dessous du seuil de pauvreté. En 1980, elles sont encore 40 %. La discrimination, elle, n'a pas changé: en 1960, le revenu d'une famille noire équivalait à 55 % de celui d'une famille blanche. En 1982, le rapport restait exactement le même. La crise continue d'ailleurs de frapper, en premier lieu, les Noirs américains, deux fois plus chômeurs que les Blancs. Le nombre des femmes noires assurant seules la responsabilité d'une famille n'a pas cessé d'augmenter. A cause de la pauvreté, un Noir a quatre fois plus de risques de mourir à la naissance qu'un Blanc.

Bien sûr, il est apparu une petite bourgeoisie noire plus nombreuse, mais les problèmes des Noirs d'Amérique, même sous des formes certainement un peu différentes, restent entiers.

Jacques FONTENOY

Journal d'une fille de Harlem *de Julius Horwitz collection Points, éditions du Seuil, 207 p., 24 F.*

Sélection télé

Samedi 30 mai

14 h 35. FR3. Cycle Shakespeare : Troïlus et Cressida. Une pièce adaptée d'une légende de la guerre de Troie, produite par la BBC.

16 h 30. M6. Film : **Samson et Dalila** de Lee Philips. Un classique du "peplum" avec Victor Mature, l'homme auquel les colonnes en carton-pâte ne résistent pas.

20 h 35. TF1. Chantons en chœur. Téléfilm adapté d'un roman de la "série noire" de James Hadley Chase. On fait chanter un jeune couple... peut-être pas si honnête. Mise en scène de Maurice Dugowson, avec Hyppolyte Girardot et Pascale Rocard.

21 h 55. A2. Nana. Rediffusion du téléfilm tiré de l'œuvre d'Emile Zola, avec Véronique Genest. La satire sociale a été gommée, reste le portrait d'une femme.

22 h 25. TF1. Droit de réponse. Michel Polac a réuni les épouses et les époux de personnalités politiques : Nina Chevènement, Brigitte Longuet, Constance Poniatowski, Françoise Castro-Fabius, Antoine Dufoix et Antoine Veil.

23 h 50. M6. Jazz 6, avec quelques grands du jazz : la chanteuse Helen Merrill, le trompettiste Dizzy Gillepsie et un clip de Stevie Wonder.

Dimanche 31 mai

20 h 30. La 5. Film : **L'Ours et la Poupée** de Michel Deville (1969) avec Brigitte Bardot et Jean-Pierre Cassel. Comédie : la rencontre d'un violoncelliste en 2 CV avec une coquette mondaine en Rolls Royce.

20 h 35. TF1. Film : **La Revanche** de Pierre Lary (1981) avec Annie Girardot, Victor Lanoux, Claude Rich, Catherine Alric. Pour se venger de leurs hommes, trois femmes organisent un hold-up.

22 h 50. FR3. Film : **Katia** de Maurice Tourneur (1938) avec Danielle Darrieux. Les amours impériales du tsar Alexandre II...

Lundi 1er juin

20 h 35. TF1. Film : **Les grandes gueules** de Robert Enrico avec Bourvil, Lino Ventura et Marie Dubois. Un homme essaye de monter une scierie avec des sortants de prison. Un film réussi.

20 h 35. FR3. Film : **La Cage aux folles (2)** d'Edouard Molinaro avec Michel Serrault et Ugo Tognazzi. Pour exploiter le filon, la comédie de mœurs se transforme en comédie policière.

Mardi 2 juin

20 h 35. TF1. Pauvre France ! Retransmission d'un succès du théâtre de boulevard avec Jean Lefebvre.

20 h 35. A2. Les dossiers de l'écran. Un film américain **Permis de tuer** sert d'introduction à un débat sur les rapports entre l'alcoolisme et les accidents de la route.

20 h 40. FR3. La dernière séance. Film : **Les Chevaliers de la Table Ronde,** avec Robert Taylor (1954). L'histoire de Lancelot du Lac, réalisée dans la tradition des grandes fresques hollywoodiennes...

20 h 30. M6. Film : **L'Homme à la Ferrari.** Une comédie de Dino Risi, avec Vittorio Gassman, qui date de 1968.

22 h 45. TF1. Médecine à la Une, le magazine médical de Igor Barrère. Cette fois, c'est la peau qui en est la vedette.

23 h 20. FR3. Film : **La Porte du Diable,** d'Anthony Mann. Ce western qui date de 1950, fut l'un des premiers du genre à prendre le parti des Indiens.

Mercredi 3 juin

20 h 30. A2. L'Heure de vérité. L'invité de l'émission est aujourd'hui Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales et de l'emploi, ou plutôt du chômage et de la baisse des prestations sociales.

Jeudi 4 juin

20 h 30. TF1. Colombo. Cette fois, le célèbre détective si peu conformiste est sur la piste de la crème miracle qui efface rides et plis.

20 h 30. A2. SIDA : Le grand rendez-vous. L'objectif de Martine Allain-Regnault, qui présente l'émission, est de vaincre des tabous en faisant une grande soirée où se suivent des variétés et des reportages chocs... On demande à voir.

Vendredi 5 juin

20 h 30. A2. Deux flics à Miami, la série américaine.

21 h 20. A2. Apostrophes. Une soirée consacrée à des biographies ou à des autobiographies d'écrivains célèbres (François Villon, Emily Brontë, Baudelaire, Marcel Pagnol et Arthur Schnitzler...).

22 h 45. A2. Film : **Sourires d'une nuit d'été,** de Ingmar Bergman. Un film qui date de 1955, et qui garde tout son charme.

Nouveau "traitement miracle" du chômage

Comme Philippe Séguin l'avait annoncé une semaine à l'avance, les chiffres du chômage pour le mois d'avril enregistrent *"une baisse du nombre des demandeurs d'emplois"* de 0,6%, soit 16 000 chômeurs en moins. Mais Philippe Séguin promet encore mieux : la courbe du chômage devrait s'infléchir *"d'une manière décisive dans les derniers mois de l'année"*. Quelques jours auparavant, Séguin déclarait pourtant que *"le plein emploi, c'est fini"*, et qu'il fallait s'attendre à 160 000 suppressions d'emplois de plus cette année.

Apparemment, il y a contradiction. Apparemment seulement, car ce qui baisse, ce n'est pas le chômage — qui, lui, continue de croître — mais le nombre statistique qui baisse et va continuer à baisser. En effet, aux diverses mesures déjà prises, vont s'ajouter les effets des décrets concernant les chômeurs non indemnisés de plus de 55 ans, qui ne sont pas encore rentrés en application : ces chômeurs, près de 190 000, pourront être dispensés de pointage et seront donc du même coup rayés des statistiques de l'ANPE.

Et puis il y a le projet de loi sur les chômeurs de longue durée, qui concerne les 850 000 chômeurs depuis plus d'un an, qui seraient envoyés en stage en alternance de cinq mois ou auraient des "contrats de réinsertion en alternance" de deux ans, bref, qui seraient dirigés vers des formations bidon et des emplois précaires payés au SMIC, mais qui, au moins, disparaîtraient pendant quelques mois des listes de l'ANPE. Séguin espère pouvoir se débarrasser ainsi cette année de 247 000 d'entre eux, quitte à subventionner les entreprises pour qu'elles acceptent de les prendre.

Voilà une sacrée marge de manœuvre qui devrait, comme le dit benoîtement *Le Figaro, "agir favorablement sur les chiffres du chômage à partir du second semestre"*.

Tout comme le gouvernement socialiste l'avait fait en son temps, ce traitement statistique des chômeurs permet de publier des communiqués triomphants, utiles en période pré-électorale. Mais cela ne fait en rien baisser la réalité du chômage.

Séguin est semblable à ce charlatan qui, à défaut de faire baisser la fièvre, casserait le thermomètre.

A.J.

Stages, TUC, etc., autant de trucs pour faire baisser, un temps, les statistiques.

LA DERNIÈRE EN DATE DES PRIVATISATIONS

Havas vend du vent mais rapporte de l'oseille

Après le Crédit Commercial de France, la CGE, et après la CGE, c'est au tour de l'agence Havas. L'agence Havas, dont l'Etat détenait la majorité des capitaux depuis 1940, c'est surtout la première firme de publicité française ; c'est aussi RTL, l'agence de presse AFP, 25 % de Canal Plus, des journaux, une chaîne de salles de cinéma. La ronde des nationalisations se poursuit. A chaque fois, l'Etat choisit, parmi la poignée de gros capitalistes candidats, l'équipe des heureux gagnants qui se voient remettre le contrôle de la société. Comme les prix des actions sont à peine plus élevés pour les gros que ceux pratiqués pour attirer le public des petits actionnaires, l'affaire est toujours juteuse. Ces messieurs les capitalistes d'ailleurs ne jouent pas ça aux dés: pour estimer le prix d'une société mise en vente par l'Etat, celui-ci fait appel à une banque-conseil qui donne son prix, et la société privatisée se trouve elle aussi un banquier pour l'aider. On marchande et on fixe un prix qui sera ensuite présenté comme la décision de l'Etat.

C'est toujours ainsi qu'il en va quand il s'agit de répartir les parts de gâteau: banquiers, industriels et hauts fonctionnaires se mettent d'accord dans le secret de leur bureau. Ensuite, un ministre vient annoncer qu'il a décidé ce que d'autres ont choisi pour lui.

Ces capitalistes (et on retrouve souvent les mêmes puisque Paribas déjà privatisée et la Société Générale qui va l'être se trouvent parmi les gros actionnaires d'Havas) se remplissent les caisses en rachetant des entreprises existantes. Et ils sont preneurs, même quand l'entreprise vend du vent comme Havas, qui prospère en prenant son pourcentage sur la moitié des publicités de France et de Navarre. Ce qu'ils achètent, c'est le droit à une part de la plus-value produite par les travailleurs du secteur productif. S'il y a des dividendes, c'est-à-dire des profits à se partager entre actionnaires, c'est parce qu'il y a quelque part forcément du travail utile fourni par des travailleurs et dont le produit est drainé, aspiré par ces trusts rapaces.

On pourrait même dire que moins ils sont utiles et plus ils gagnent, ces parasites. C'est sinon une loi de la société capitaliste, du moins un usage de la bourgeoisie française qui a toujours gardé sa mentalité de rentière, que plus on s'éloigne de la production et des machines, et moins l'argent est dur à gagner, moins il est chichement compté.

Les Paribas et autres Havas pleins aux as en savent quelque chose.

LES PROFITS DE L'AÉROSPATIALE

Plus cynique que moi, tu meurs

"Exocet = Aérospatiale" tient à rappeler, en gros, un encart publicitaire paru dans la presse après la publicité gratuite que vient de faire à ce missile l'incident entre la chasse irakienne et un navire de guerre américain. Et l'encart publicitaire n'hésite pas à faire l'inventaire de quelques-unes des productions de ce groupe, comme *"le redoutable anti-char Milan"* ou les *"missiles tactiques ou stratégiques du plateau d'Albion et des sous-marins nucléaires"*, pour conclure que c'est un peu grâce à elle, l'Aérospatiale, que la France est en paix.

Et cela en même temps qu'Henri Martre, son PDG, vient de dresser le bilan du groupe: 303 millions de bénéfices net pour 1986, chiffres en deçà de ce qu'ils auraient pu être, précise-t-on, si la baisse du dollar n'avait pas joué. 303 millions de bénéfices qui n'ont pas empêché le groupe de prévoir, pour 1987, 2345 suppressions d'emplois (en plus des 643 de 1986). Car ce n'est pas parce qu'on fait des affaires qu'on ne licencie pas !

Bref, l'Aérospatiale est une affaire qui marche mais surtout qui marchera encore mieux demain, laisse entendre Henri Martre, puisque aujourd'hui, malgré la baisse du chiffre d'affaires, les bénéfices sont là, et que demain cette baisse sera compensée par le développement de nouvelles armes missiles antinavires supersoniques (ANS), et de missiles antiaériens et antibalistiques ASTER...

Car il y a pour l'Aérospatiale tout un marché à maintenir, voire même à étendre dans la concurrence que se mènent les capitalistes des engins de mort. Et pour cela, Martre annonce la couleur: il lui faut 17 milliards aujourd'hui pour maintenir, étendre son marché. L'Etat, qui ne saurait rien lui refuser, en avance 4, 85. Restent 12 milliards à trouver. L'appel aux capitaux, accompagné de ce tableau riche en promesses de profits, ne peut être plus clair.

Toujours dans son bilan, Henri Martre précise que 68 % des commandes proviennent aujourd'hui de l'étranger (19,6 milliards du chiffre d'affaires). Et c'est précisément l'utilisation, aujourd'hui, de ces engins de guerre, vendus par l'Aérospatiale, qui lui permet d'annoncer un avenir radieux... pour ses profits. Car ce n'est évidemment pas de la "paix" que provient une bonne part des profits de l'Aérospatiale, mais bien de la guerre, celle d'Iran-Irak qui aujourd'hui a déjà fait plus d'un million de morts notamment. Autant dire que ces millions de profits annoncés par Martre, et dont il se montre si fier, promettant même plus pour les prochaines années, sont proportionnels au sang versé et aux destructions opérées dans ces pays.

H.G.

Les petites combines en toute franchise

"Bourgeois enrichissez-vous", c'est la doctrine. Elle vaut pour les gros, bien sûr, et avant tout. Et pour eux, il y a Havas, Paribas, TF1, commandes militaires ... Mais il en faut pour les petits aussi. Et Madelin, le ministre de l'Industrie, fait également dans le social. Pour que, du plus gros au plus petit, chaque bourgeois ait sa chance, le ministre vient de présenter sa dernière création : l'opération *"Chance"* justement.

Il s'agit de stimuler la création d'entreprises par la mise en place, en liaison avec les Chambres de commerce, le CNPF, l'Ordre des experts comptables, de *"points chance"* où l'on offrirait aux entrepreneurs prêts à s'y établir diverses formes d'aides, comme on avait créé déjà dans certaines régions à fort chômage des *"zones franches"* : facilité de prêts, divers services, et, comme toujours, des avantages fiscaux.

Que cela contribue à créer des emplois, évidemment, personne n'y croit. Mais cela pourra toujours permettre à certains d'obtenir des prêts avantageux, de toucher quelques subventions avant de mettre éventuellement les clefs sous la porte... en déduisant de ses revenus imposables (comme le projet gouvernemental le permet dans une limite de 100000 F pour un célibataire, 200000 F pour un couple) les pertes que l'on déclarerait à la faillite.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995